

De haut en bas :  
— Les jeunes de la troupe « Mazowze » sont des fils et des filles de paysans, à qui la Démocratie populaire polonaise a donné la possibilité de développer leurs talents artistiques. Eux aussi seront à Berlin.  
— La jeunesse berlinoise se prépare pour le Festival. Voici des éléments de la chorale Mozart, de la chorale H.-F. Köpenick et de la chorale Pankow, qui rassemblent quatre groupes de danse et deux groupes instrumentaux.  
— Une immense ville de toile abritera des milliers de jeunes. On lit sur la bannière : « Avec la jeunesse du monde pour une paix durable. »  
— Pour loger tout le monde, il faut user de toutes les possibilités. Ici, on étend de la paille sur le parquet d'une maison nouvellement reconstruite.  
— Dans un centre d'apprentissage, on prépare des maquettes qui seront exposées.  
— Tout Berlin démocratique est décoré. Voici un panneau de la rue Wilhelm Pieck.

**Du 5 au 19 août à Berlin**  
**LA JEUNESSE DU MONDE**  
**MANIFESTERA SA VOLONTÉ DE PAIX**

# IL FAUT DÉSARMER

DANS ses « Mémoires », dont la publication allait ranimer des polémiques que la mort de Briand — son partenaire, sa dupe ou son complice — avait un instant apaisées, Gustave Stresemann révèle, avec un cynisme brutal, les raisons de la politique allemande, à l'époque de Locarno. La discussion portait alors, essentiellement, sur le fameux article 16 du Pacte de la S.D.N., qui faisait obligation aux signataires de prendre une part active aux sanctions que la Société des Nations pourrait décréter contre tel ou tel pays. Déjà, d'ailleurs, et presque ouvertement, on s'était employé à lever l'incertitude et à mettre un nom, celui de l'Union Soviétique, sous l'étiquette « tel ou tel pays », car c'est bien là, depuis trente-trois ans, une des constantes de l'Histoire...

Comme, en outre, était alors envisagée l'entrée du Reich à la Société des Nations, ce qui risquait d'entraîner, pour un pays désarmé, l'obligation de participer à une action militaire décidée par l'organisme gendarme, Stresemann eut tôt fait de comprendre les magnifiques possibilités de chantage que lui offrait une telle situation. Il fit habilement remarquer qu'en cas « d'agression » russe — et l'on savait déjà les ressources infinies de ce mot, son pouvoir de mystification, bref, la manière de s'en servir — l'Allemagne aurait fort à faire pour maintenir l'ordre à l'intérieur, et il ajouta : « Si l'Allemagne se voit obligée de se joindre à une action militaire, un contraste frappant se révélera entre la puissance militaire des Alliés et la faiblesse de mon pays. »

Il importe pour nous d'en tirer, dès aujourd'hui, des conclusions applicables à notre temps.

**Donner un contenu au Pacte à Cinq**

Dès qu'apparaîtront des indices certains de détente internationale, ou, pour être plus exact, dès que la pression des peuples aura rendu possible un rapprochement entre les cinq plus grandes puissances du monde, il importera, et nous y serons d'ailleurs conviés autant par la logique que par la raison, d'envisager de bref délai la signature d'une Convention de Désarmement. On ne saurait, en effet, concevoir de contenu plus positif à ce Pacte des Cinq, réclamé déjà par des millions d'hommes et de femmes de tous les pays, que l'orientation de la politique mondiale vers une limitation prochaine des charges militaires. Là, et là seulement, réside une chance concrète d'accord durable, car, sans une promesse ferme de procéder à un désarmement « général, simultané et contrôlé », la formule, en vingt ans, n'a rien perdu de sa force — on risquerait d'aboutir à une décevante rescuée du pacte Briand-Kellog. On comprendra qu'instruits par l'expérience, nous exigeons autre chose qu'un baiser Lamourette à l'échelle mondiale. La tentation serait trop grande pour certains d'user du paravent des mots pour mieux dissimuler des desseins d'agression. Le pacte des Cinq Grands ne sera un pacte de paix que s'il crée effectivement les conditions matérielles de la paix.

Sans doute est-il encore long le chemin qui reste à parcourir vers la fin de l'actuelle tension, qui ajoute son inquiétude aux orages de notre été. Malgré les lueurs d'espoir dont il ne serait pas juste de minimiser l'importance, des « conflits localisés » demeurent et rien ne dit, pour l'instant, que l'incendie ne va pas s'étendre ici pour s'allumer ailleurs. Ce n'est pas être trop ambitieux que souhaiter autre chose qu'un simple déplacement du centre de gravité de la guerre ou du point d'application de l'anxiété des peuples.

Certes, nous savons bien que tout n'est pas simple et que l'évocation de l'échec des efforts tentés, il y a vingt ans et plus, pour aboutir au désarmement général suffirait à nous inquiéter les conditions à remplir pour que, cette fois-ci, des efforts semblables soient couronnés de succès.

**La raison de l'échec d'hier**

La Conférence de Genève échoua pour une raison essentielle : c'est que les pays qui furent contraints à la convoquer

ne ferez croire que c'est la nôtre. Un spécimen du sexe fort fut moins poli : « Foutez-moi le camp ! Pas de communisme ici ! »

Le premier questionnaire répondit : « Impossible, j'ai besoin d'un certificat de loyalisme, pour un emploi de fonctionnaire. »

Un vieillard voulut faire montre de finesse : « Je vois clair dans votre truc. C'est encore une astuce des Rouges : ils mettent le nom de Dieu au milieu d'une déclaration communiste. »

Un seul accepta de signer. Gloire à ce héros ! Honneur à son courage ! Que son nom passe à nos arrière-neveux ! Il s'appelle Wentworth A. Millard et il est agent d'assurances. « Mais bien sûr que je signe. C'est notre Déclaration d'indépendance et notre Déclaration des Droits de l'Homme. Jamais nous n'avons été si près de perdre tout ce qu'elles nous garantissent. »

Ceci n'est pas un conte, mais il a sa morale.

Ne pensez-vous pas que, trait pour trait, la scène aurait pu se passer chez nous ? Pas à Mémilimue, ni à Aubervilliers, mais dans les beaux quartiers.

Même ignorance des grands textes, des beaux textes qui, depuis 1789, fondent la liberté des citoyens. Même crainte de les revendiquer trop ouvertement. Bientôt, il sera séduisant d'écrire à la craie sur un mur : Liberté, égalité, fraternité. Et d'ailleurs, au temps de Pétain...

Même phobie du « communisme ». Et où commence le communisme ? Dès qu'un citoyen agit de sa propre initiative. Il n'attend pas les indications du gouvernement ; il voudrait faire mieux que le gouvernement ; il ne semble pas satisfait du gouvernement — ce doit être un Rouge : il faut le signaler à la police. Ou du moins : il va nous attirer des ennemis avec la police.

Et, enfin, même impuissance à lire un texte posément, froidement, à le comprendre, à l'approuver, indépendamment de Pierre, Paul, Jacques, qui l'approuvent ou le désapprouvent, s'il leur plaît, mais qui ne changeront rien à mon opinion, car elle me semble juste. Impuissance à penser autrement qu'en groupe, à affirmer une chose pour l'évidence qu'on y trouve et la simple beauté de la vérité, impuissance à « témoigner » honnêtement, simplement, humblement, tout seul, seul avec sa conscience, sans passion et sans crainte ; impuissance de rendre hommage à la vérité, quoi qu'il advienne.

La vérité, c'est ce que les autres pensent quand ils sont beaucoup et quand ils crient fort, ou quand il en coûte cher de leur déplaire.

Et d'ailleurs, comme dit si bien Pilate : qu'est-ce que la vérité ?

Un mensonge dix mille fois répété devient la vérité, disait Gogbels. Et dix mille fois par jour et par semaine, la presse, la radio, les actualités créent

de la vérité à longueur d'antennes ou de colonnes. N'est-ce pas, M. J.-P. David ? Et au poids du dollar.

Jadis, M. Fenouillard foula respectueusement la « terre classique de la liberté. » Et nous savons comment finit son aventure : « Hurrah pour Blagston ! Hurrah pour Fumisty ! »

Que de Fenouillard de nos jours, chaque matin, vénèrent dans les démocraties occidentales le dernier rempart de la liberté. Mais que, le soir, un Combattant de la Paix frappe à leur porte, pour leur demander de dire librement leur avis sur la ruine ou la survie de la France, et le libre citoyen, après s'être déclaré d'accord, refuse obstinément sa signature « par peur des conséquences ». Hurrah pour Blagston ! Hurrah pour Fumisty ! et vive la liberté, môssieu !

**COMMENT FOSTER DULLES ET MORRISON ONT PRÉPARÉ UN FAIT ACCOMPLI**

M. FOSTER DULLES, conseiller spécial du Département d'Etat, a reçu récemment M. Wellington Koo, représentant de Tchong Kai Chek, à Washington.

On sait que M. Foster Dulles a été chargé de préparer le traité de paix séparée avec le Japon. Or, M. Wellington Koo a, au cours d'un entretien avec des journalistes, affirmé que son gouvernement prendrait part à la signature du traité avec le Japon. Il a même invoqué une déclaration de M. Foster Dulles, selon laquelle le Département d'Etat prend des dispositions utiles, malgré les objections britanniques, pour que la question soit tranchée par la conférence des Etats signataires. Aux dires de M. Wellington Koo, le résultat cherché par les Américains sera obtenu par un vote de la conférence : la décision de la majorité des membres placera la Grande-Bretagne devant un fait accompli et lui permettra d'écartier l'accusation de manquer de constance dans sa politique envers la Chine.

Dès à présent, les représentants diplomatiques américains procèdent dans les pays membres de la commission d'Extrême-Orient à des négociations avec les gouvernements, qui ont donné leur accord au projet de traité avec le Japon. Il s'agit d'obtenir leur assentiment à l'invitation à la conférence d'un représentant de Tchong Kai Chek.

Les déclarations de M. Wellington Koo ont fait supposer dans les milieux diplomatiques de Washington que la nouvelle anglo-américaine a été décidée à Londres lors du passage de M. Foster Dulles. C'est d'accord avec M. Morrison, ministre britannique des Affaires étrangères, que l'affaire aurait été réglée au point.

Les jeunes de la troupe « Mazowze » sont des fils et des filles de paysans, à qui la Démocratie populaire polonaise a donné la possibilité de développer leurs talents artistiques. Eux aussi seront à Berlin.

La jeunesse berlinoise se prépare pour le Festival. Voici des éléments de la chorale Mozart, de la chorale H.-F. Köpenick et de la chorale Pankow, qui rassemblent quatre groupes de danse et deux groupes instrumentaux.

Une immense ville de toile abritera des milliers de jeunes. On lit sur la bannière : « Avec la jeunesse du monde pour une paix durable. »

Pour loger tout le monde, il faut user de toutes les possibilités. Ici, on étend de la paille sur le parquet d'une maison nouvellement reconstruite.

Dans un centre d'apprentissage, on prépare des maquettes qui seront exposées.

Tout Berlin démocratique est décoré. Voici un panneau de la rue Wilhelm Pieck.

**Du 5 au 19 août à Berlin**  
**LA JEUNESSE DU MONDE**  
**MANIFESTERA SA VOLONTÉ DE PAIX**

**POUR N'AVOIR PLUS LE DOS AU MUR**

Tout de même, ils nous ont fourni, dans ce moment où l'on honore les héros — Jean Jaurès comme Jean Moulin — des thèmes de réflexion. Qu'ils essaient de dissimuler leurs défaillances sous une débauche d'affiches ; qu'ils recommencent à injurier, à insulter, cela ne fait aucun doute.

par **Yves FARGE**

... qu'ils aillent plus loin encore dans la soumission, qui donc s'en étonnerait ?

Les Français sentent, dans cette décomposition, passer le souffle du fascisme. Ils n'ont pas oublié comment on s'y est pris pour jeter leur pays dans la guerre ; en lui injectant la lassitude, en servant chaque jour le bâillon de la liberté. Peut-être dans le triomphe de la censure et de l'impérialisme, cherchent-ils l'homme providentiel...

La France n'est mûre ni pour le fascisme ni pour la guerre.

... Ce qui en ce moment compte pour nous, c'est de savoir, malgré tout cela et peut-être à cause de tout cela, que se regroupent les Français.

Jamais tant d'hommes qui, hier, s'étaient pris au jeu de la haine, n'ont tant éprouvé le besoin de se retrouver. Et ils ne perdent pas leur temps ; ils ont compris, bien compris. Celui-ci qui nous tend la main, alors qu'il se dérobait, hier, a compris que le chantage à la guerre exige le sacrifice de la France. Cet autre, qui fut notre ami au temps du combat clandestin, constate qu'aux rivages du Rhin, le danger se reconstitue. L'occupation américaine, avec son luxe, son insolence, ses boîtes de nuit et ses filles de joie, réveille de braves gens auxquels nous devons expliquer que le peuple américain partagerait leur indignation s'il voyait et s'il savait.

Nous avons encore à vaincre une peur. Croyez-vous, nous dit-on, que l'on puisse s'entendre avec tous les peuples et que la guerre n'est pas fatale ? Croyez-vous le désarmement possible ? Dès qu'on nous demande : « A que faut-il faire pour redevenir libre de dire ce que l'on pense, libre de fréquenter qui nous voulons, libre de converser avec vous ? » — déjà la partie est gagnée.

Car nous sommes une force physique et morale qu'il nous faut mettre à la disposition de tous les citoyens, puisque cette force ne nous appartient pas en propre, puisqu'elle est celle d'une nation qui, en dépit des trahisons d'hier et d'aujourd'hui, demeure une grande et belle réalité.

... Dans cet instant où il devient de plus en plus difficile de museler la vérité, trop d'entre nous encore sous-estiment leurs chan-

EN PAGE 5  
**VA-T-ON ENFIN NEGOCIER AU VIET-NAM ?**

Notre grande enquête :  
**Pas de pitié pour les nouveaux pauvres**

EN PAGE 4  
**Une interview de Messali Hadj**

EN PAGE 8  
**Un reportage : Voir Naples...**

**Le croisé de la Liberté**

C'EST une histoire amusante, qui nous vient des Etats-Unis, mais qui n'en est pas moins instructive.

Un journaliste de là-bas, Madison (Wisconsin), visité par la fantaisie, s'avisait de découper quelques phrases du préambule de la Constitution et de la Déclaration (américaine) des Droits de l'Homme et de les proposer à ses concitoyens pour qu'ils les signent.

Nous voyons fort bien cela d'ici — la porte à porte ! lis en ont aussi, en Amérique.

Et voici le résultat.

C'était le 4 juillet, précisément la fête de l'Indépendance et de la Constitution. Notre journaliste aborda cent vingt-deux personnes, citoyennes et citoyens de la libre Amérique.

Un désastre ! Sur ces cent vingt-deux citoyens, un seul accepta de signer.

La plupart avouèrent franchement qu'ils avaient peur des conséquences. Vous savez, la belle déclaration atlantique de Roosevelt et Churchill : « Nous luttons pour affranchir le monde de la peur. » Dans cette petite ville d'Amérique, la plupart des citoyens ont peur, pour d'affirmer leur attachement à la Constitution.

Mais pourquoi ? C'est que ces phrases de la Constitution leur ont paru des déclarations « communistes ».

Et voilà le grand mot lâché. Vingt personnes — une sur six — demandèrent à l'homme s'il était communiste.

Une femme, lisant une phrase prise du milieu du préambule de la Déclaration d'indépendance, s'écria : « Ça doit être la déclaration russe d'indépendance ; jamais vous ne

me ferez croire que c'est la nôtre. Un spécimen du sexe fort fut moins poli : « Foutez-moi le camp ! Pas de communisme ici ! »

Le premier questionnaire répondit : « Impossible, j'ai besoin d'un certificat de loyalisme, pour un emploi de fonctionnaire. »

Un vieillard voulut faire montre de finesse : « Je vois clair dans votre truc. C'est encore une astuce des Rouges : ils mettent le nom de Dieu au milieu d'une déclaration communiste. »

Un seul accepta de signer. Gloire à ce héros ! Honneur à son courage ! Que son nom passe à nos arrière-neveux ! Il s'appelle Wentworth A. Millard et il est agent d'assurances. « Mais bien sûr que je signe. C'est notre Déclaration d'indépendance et notre Déclaration des Droits de l'Homme. Jamais nous n'avons été si près de perdre tout ce qu'elles nous garantissent. »

Ceci n'est pas un conte, mais il a sa morale.

Ne pensez-vous pas que, trait pour trait, la scène aurait pu se passer chez nous ? Pas à Mémilimue, ni à Aubervilliers, mais dans les beaux quartiers.

Même ignorance des grands textes, des beaux textes qui, depuis 1789, fondent la liberté des citoyens. Même crainte de les revendiquer trop ouvertement. Bientôt, il sera séduisant d'écrire à la craie sur un mur : Liberté, égalité, fraternité. Et d'ailleurs, au temps de Pétain...

Même phobie du « communisme ». Et où commence le communisme ? Dès qu'un citoyen agit de sa propre initiative. Il n'attend pas les indications du gouvernement ; il voudrait faire mieux que le gouvernement ; il ne semble pas satisfait du gouvernement — ce doit être un Rouge : il faut le signaler à la police. Ou du moins : il va nous attirer des ennemis avec la police.

Et, enfin, même impuissance à lire un texte posément, froidement, à le comprendre, à l'approuver, indépendamment de Pierre, Paul, Jacques, qui l'approuvent ou le désapprouvent, s'il leur plaît, mais qui ne changeront rien à mon opinion, car elle me semble juste. Impuissance à penser autrement qu'en groupe, à affirmer une chose pour l'évidence qu'on y trouve et la simple beauté de la vérité, impuissance à « témoigner » honnêtement, simplement, humblement, tout seul, seul avec sa conscience, sans passion et sans crainte ; impuissance de rendre hommage à la vérité, quoi qu'il advienne.

La vérité, c'est ce que les autres pensent quand ils sont beaucoup et quand ils crient fort, ou quand il en coûte cher de leur déplaire.

Et d'ailleurs, comme dit si bien Pilate : qu'est-ce que la vérité ?

Un mensonge dix mille fois répété devient la vérité, disait Gogbels. Et dix mille fois par jour et par semaine, la presse, la radio, les actualités créent

de la vérité à longueur d'antennes ou de colonnes. N'est-ce pas, M. J.-P. David ? Et au poids du dollar.

Jadis, M. Fenouillard foula respectueusement la « terre classique de la liberté. » Et nous savons comment finit son aventure : « Hurrah pour Blagston ! Hurrah pour Fumisty ! »

Que de Fenouillard de nos jours, chaque matin, vénèrent dans les démocraties occidentales le dernier rempart de la liberté. Mais que, le soir, un Combattant de la Paix frappe à leur porte, pour leur demander de dire librement leur avis sur la ruine ou la survie de la France, et le libre citoyen, après s'être déclaré d'accord, refuse obstinément sa signature « par peur des conséquences ». Hurrah pour Blagston ! Hurrah pour Fumisty ! et vive la liberté, môssieu !



## ON NE VOUS A PAS DIT QUE...



Nous savons, de source sérieuse, que le gouvernement français s'opposera aux revendications égyptiennes, lorsqu'il en sera question à l'O.N.U. Il ré pondra ainsi favorablement à la suggestion formulée par M. Marcel Plaisant devant la commission des Affaires étrangères du Conseil de la République.

D'après le « Bulletin Economique de la Tunisie », la France — qui manque de papier — n'achète que le millièmes de la production d'alfa en Tunisie. Le reste va vers les pays étrangers, qui vendent à la France le papier fabriqué avec l'alfa... de Tunisie. Un scandale dont on reparlera !

M. Jules Moch — on le sait — va discuter aux U.S.A. de la standardisation des armements des armées alliées. Il aura l'occasion d'aborder d'autres problèmes. Nous savons, en effet, que les Américains vont lui poser des questions sur le « moral » des cadres de l'armée française. Est-ce à dire que, dès son retour, M. Jules Moch déclarera à un remaniement du haut état-major ?

Parmi les ministres favorables à la cession de bases espagnoles aux U. S. A., on cite notamment MM. René Mayer, Henri Queuille, et Jules Moch. Ce dernier expliquait à certains de ses amis surpris par son revirement : « En cas de guerre contre l'U.R.S.S., une bonne partie du peuple espagnol pourrait se soulever. La présence de troupes américaines sera pour nous une garantie de plus. »

Une importante firme américaine vient de demander l'autorisation aux autorités compétentes de faire projeter sur les écrans français des « actualités » cinématographiques. Chaque semaine, ces « actualités » seraient expédiées par avion à Paris; elles seraient cédées gratuitement aux cinémas français. Evidemment...

M. Brune, ministre des P. T. T., pourrait-il nous dire s'il est exact que le nombre de fonctionnaires de l'Intérieur chargés d'écouter les conversations téléphoniques vient d'être considérablement augmenté ?

M. Brune, qui dit avoir apporté de grandes améliorations dans son département, est-il au courant de l'utilisation d'un appareil moderne d'écoute, qui permet d'enregistrer les conversations téléphoniques ?

Après le « Bon Marché », au-dessous d'une nouvelle crise dans le commerce parisien ? Nous avons appris qu'un autre « grand magasin » éprouve actuellement de graves difficultés financières, le montant des ventes ayant, dans les derniers mois, diminué de 35 pour 100 environ. Le conseil d'administration de ce grand magasin ferait appel à des capitaux étrangers afin d'éviter un désastre sans précédent.

Pour la rentrée on annonce la création d'un nouveau quotidien financier, qui serait subventionné par une importante firme automobile d'outre-Atlantique.

Prénant la parole à la Radio, M. Jean-Paul David a pris la défense de la police et des magistrats qui condamnent les partisans de la Paix. Une heure plus tard, il était complimenté par M. Baylot, qui a demandé, lui aussi, la permission de prononcer à la radio une allocution pour défendre la police injustement attaquée par la presse d'extrême-gauche.

Le général de Gaulle, à partir du mois d'octobre, assistera aux réunions du groupe R. P. F. à l'Assemblée nationale. Il répond ainsi favorablement à une suggestion de M. Soustelle :

— J'en profiterai, a dit le général, pour prendre contact dans les couloirs avec les journalistes qui me reprochent d'être... distant.

L'Aube ne paraîtra pas en août. Le Populaire a réduit son format. Ce qui fait dire à M. Charles Lussy : « Nous allons donner l'impression au pays que la 3<sup>e</sup> Force est « en perte de vitesse », ce qui, on l'avouera, est rigoureusement exact.

Il n'empêche que les dirigeants de la S.F.I.O. poursuivent leurs négociations avec le trust Hachette en vue de la création d'un quotidien « plus large ».

M. Anxionnaz, battu aux élections, ami personnel du général Juin, a émis la prétention — lui aussi — d'être nommé résident général au Maroc. M. Queuille lui a fait comprendre qu'il y avait des limites à tout... M. Anxionnaz se contentera-t-il du siège qu'on lui propose au Conseil de la République ?

M. Marius Moutet ira-t-il à Saigon ? S'il effectue ce voyage, ce ne sera certainement pas pour « faire de la politique ». M. Moutet, avocat, s'intéressait tout simplement à une affaire où sont en jeu des centaines de millions. On lui demande de venir plaider à Saigon, mais il hésite en raison du rôle de tout premier plan qu'il a joué dans l'affaire d'Indochine.

Au cours d'une conférence qui s'est tenue au ministère de l'Intérieur, M. Thomas a déploré l'échec du parti communiste « indépendant » dont, chacun le sait, il est le véritable créateur. M. Thomas est à la recherche d'une autre idée.

M. Pierre de Gaulle est fort ennuyé car, depuis la décision tendant à majorer les tarifs du métro et des autobus de la région parisienne, il a reçu plusieurs centaines de lettres de protestation.

La plus forte, a dit M. Pierre de Gaulle à la dernière réunion des élus R.P.F. au Conseil municipal, c'est que ces lettres n'émanant pas de communistes ! Comme si les communistes étaient seuls à payer le métro !

M. Edouard Daladier, qui ne s'est pas manifesté à l'occasion du second tour de piste de M. Maurice Petsche, expliquait ainsi sa position : « En tant que ministre, je m'intéresse plus à l'heure actuelle, les partis de la majorité font la course... à la démagogie. Je n'arrive pas à comprendre qu'il se trouve — dans les circonstances présentes — des hommes assez stupides pour accepter de présider un gouvernement. »

Pas très aimable pour MM. René Mayer et Maurice Petsche, monsieur Daladier !

La campagne par les affiches ne rendant pas suffisamment, M. Jules Moch envisage de faire passer dans la presse, « dans les cinémas des annonces publicitaires invitant les officiers et sous-officiers de réserve à signer un engagement.

Mme J. Thome-Patenotre, sénateur R. G. R., écrit par contre, dans le bulletin d'information de son parti : « Il n'est pas besoin de recourir à des statistiques pour démontrer la grande misère de l'habitat rural. »

Du même coup, M. Claudius Petit, du R. G. R., affirme que l'effort de reconstruction de la France est considérable.

Mme J. Thome-Patenotre, sénateur R. G. R., écrit par contre, dans le bulletin d'information de son parti : « Il n'est pas besoin de recourir à des statistiques pour démontrer la grande misère de l'habitat rural. »

# ...ENCORE M. PETSCHÉ !

On remet ça

M. MAURICE PETSCHÉ ayant repris ses consultations pour dénouer la crise, s'efforça de rapprocher le M.R.P. et la S.F.I.O.

Au début de la semaine, il avait : « Les socialistes et les Républicains populaires sont terriblement empoisonnés avec leurs histoires scolaires. Si ce n'était M. Aurélien j'aurais refusé cette nouvelle mission ».

Cent fois, mille fois, ce bon M. Petsche entendit les mêmes arguments. Recevant M. de Menthon l'accueillit en ces termes : « Bonjour cher ami, je vais vous définir le point de vue du M.R.P. Et il récita d'un seul trait : la déclaration que le même de Menthon avait faite la veille !

— Vous êtes un humoriste, lui dit le président du groupe M.R.P. — Non pas, mais à propos d'école... je tiens à vous dire que j'y suis allé... quand j'étais jeune. Je connais votre histoire par cœur, affirma M. Petsche.

Une idée de génie

PLUSIEURS fois par jour le « chargé de mission » téléphonait à M. Vincent Aurélien, l'informant de l'évolution de la situation. Il se lamentait en ces termes : « L'intransigence des uns et des autres me conduit à vous dire monsieur le président, qu'en tout état de cause, vous aurez une crise ministérielle les trois mois. »

LA réunion des « Anciens présidents du conseil » fut particulièrement courtoise. On échangea des mots gentils et l'on but un excellent champagne.

— Vous voyez bien qu'il est possible de s'entendre, dit M. Petsche. M. Henri Queuille rappela : « Je t'ai toujours dit, messieurs, vous êtes condamnés à vivre ensemble. C'est un mariage de raison. A quoi bon susciter des querelles de ménage ? »

M. Paul Reynaud revint sur son idée essentielle : « Je pense qu'en cas d'échec de l'expérience que nous allons tenter, les socialistes et le M.R.P. comprendront la nécessité d'un rapprochement de la majorité. Mon excellent ami Ribeyre, qui préside l'Association parlementaire pour la liberté de l'Enseignement m'a affirmé que des sympathies se nouent entre le M.R.P. et le R.P.F. C'est la première étape vers une politique plus réaliste. Vous y viendrez, messieurs. »

Plus réaliste, M. Maurice Petsche enchaîna : « Ne nous créez plus de difficultés nouvelles, mon cher Paul Reynaud. Formons d'abord un gouvernement. Il sera toujours temps de songer aux suivants... »

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Les communistes vont encore dire que nous acceptons indirectement les subventions aux écoles libres. Nous allons perdre des électeurs, fit remarquer M. Edouard Depreux.

M. Jules Moch n'était pas de cet avis. Il s'indigna : « Nous n'allons tout de même pas attendre 107 ans pour résoudre cette crise. Nous dirons que la caisse de compensation est à la solde du patronat. Nous ne pouvons tout de même pas empêcher les patrons de subventionner les écoles libres. »

— Non pas, insista M. Depreux. Mais les communistes nous reprocheront d'avoir accordé l'investiture à l'auteur de cette proposition.

Il faut l'avouer : cette transaction enthousiasma M. Guy Mollet. L'essentiel, dans ces histoires, n'est-il pas de sauver la face ?

Les techniciens de la rue de Rivoli firent de rapides calculs : la caisse de compensation versera chaque année aux écoles libres environ 10 milliards.

Remous à la S.F.I.O.

L'ENTHOUSIASME de M. Guy Mollet ne fut pas partagé par tous les élus de la S.F.I.O.

— Les communistes vont encore dire que nous acceptons indirectement les subventions aux écoles libres. Nous allons perdre des électeurs, fit remarquer M. Edouard Depreux.

M. Jules Moch n'était pas de cet avis. Il s'indigna : « Nous n'allons tout de même pas attendre 107 ans pour résoudre cette crise. Nous dirons que la caisse de compensation est à la solde du patronat. Nous ne pouvons tout de même pas empêcher les patrons de subventionner les écoles libres. »

— Non pas, insista M. Depreux. Mais les communistes nous reprocheront d'avoir accordé l'investiture à l'auteur de cette proposition.

Il faut l'avouer : cette transaction enthousiasma M. Guy Mollet. L'essentiel, dans ces histoires, n'est-il pas de sauver la face ?

Les techniciens de la rue de Rivoli firent de rapides calculs : la caisse de compensation versera chaque année aux écoles libres environ 10 milliards.

Remous à la S.F.I.O.

L'ENTHOUSIASME de M. Guy Mollet ne fut pas partagé par tous les élus de la S.F.I.O.

— Les communistes vont encore dire que nous acceptons indirectement les subventions aux écoles libres. Nous allons perdre des électeurs, fit remarquer M. Edouard Depreux.

M. Jules Moch n'était pas de cet avis. Il s'indigna : « Nous n'allons tout de même pas attendre 107 ans pour résoudre cette crise. Nous dirons que la caisse de compensation est à la solde du patronat. Nous ne pouvons tout de même pas empêcher les patrons de subventionner les écoles libres. »

— Non pas, insista M. Depreux. Mais les communistes nous reprocheront d'avoir accordé l'investiture à l'auteur de cette proposition.

— Si tu étais ministre de la Défense nationale, tu comprendrais qu'il est des problèmes plus urgents. L'ennemi (sic) est à nos portes, s'indigna M. Jules Moch.

Et c'est ainsi que tout rentra dans l'ordre. Si l'on peut dire.

Le point de vue de Vincent

AU surplus, recevant les dirigeants de la S.F.I.O., M. Vincent Aurélien devait préciser : « L'essentiel est d'avoir un gouvernement, même pour quelques semaines. Il faut réviser la Constitution et obtenir du Parlement qu'il renonce aux investitures stupides. Désormais, si nous le voulons, un président pourra être investi avec une majorité relative. Si nous arrachons cette réforme, nous serons sauvés. »

M. Maurice Petsche a promis de faire amender la Constitution. Il est d'accord sur ce point avec la S.F.I.O., le M.R.P., les radicaux et les indépendants, c'est-à-dire avec tous ceux qui tiennent quelques présidents du conseil en réserve.

On « réformera » également la Sécurité sociale pour donner quelques satisfactions aux radicaux et autres « modérés ».

Pour le reste, l'Assemblée décidera. Chaque fois que se présentera un problème délicat, le Parlement tranchera, le gouvernement se contentant d'arbitrer. C'est le point de vue de M. Petsche, surtout en matière budgétaire.

Condamnés à vivre ensemble

LA réunion des « Anciens présidents du conseil » fut particulièrement courtoise. On échangea des mots gentils et l'on but un excellent champagne.

— Vous voyez bien qu'il est possible de s'entendre, dit M. Petsche. M. Henri Queuille rappela : « Je t'ai toujours dit, messieurs, vous êtes condamnés à vivre ensemble. C'est un mariage de raison. A quoi bon susciter des querelles de ménage ? »

M. Paul Reynaud revint sur son idée essentielle : « Je pense qu'en cas d'échec de l'expérience que nous allons tenter, les socialistes et le M.R.P. comprendront la nécessité d'un rapprochement de la majorité. Mon excellent ami Ribeyre, qui préside l'Association parlementaire pour la liberté de l'Enseignement m'a affirmé que des sympathies se nouent entre le M.R.P. et le R.P.F. C'est la première étape vers une politique plus réaliste. Vous y viendrez, messieurs. »

Plus réaliste, M. Maurice Petsche enchaîna : « Ne nous créez plus de difficultés nouvelles, mon cher Paul Reynaud. Formons d'abord un gouvernement. Il sera toujours temps de songer aux suivants... »

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le général de Gaulle ayant avisé M. Soustelle qu'il était disposé à sacrifier tous les élus R.P.F. pour sauver son collègue Kélig, le président du groupe gaulliste décida d'user des grands moyens. Il envoya un député ami chez une personnalité influente de la Troisième Force pour lui rappeler que le R.P.F. détenait un dossier volumineux sur le scandale des généraux et que l'on pourrait bien, en cas d'invalidation de Kélig repailler des circonstances dans lesquelles l'escroc Roger Peyrès put librement circuler dans les couloirs du Palais-Bourbon.

À la vie, à la mort

ALORS que les partis de la majorité n'ont cessé de se quereller au cours de cette crise, ils ont redoublé d'ambition, dans la journée de mardi, lorsqu'ils ont appris que M. Maurice Petsche allait solliciter l'investiture.

— Et c'est ainsi que nous avons enregistré les positions suivantes : Socialistes : soutien et participation éventuelle. Pas de participation sans le M.R.P.

M.R.P. : Pas de participation sans les socialistes.

## Quand l'Assemblée se déjuge

Une sacrée combine

L'ASSEMBLEE Nationale, tout le monde le sait, vient de réaliser un exploit en votant deux décisions contradictoires. Et cela, en moins d'une heure. C'est ainsi que les députés de Seine-Inférieure (de l'opposition s'entend) ont été « invalidés... » alors que leurs collègues du Bas-Rhin ont été « validés... ». Dans les deux départements se posait exactement le même problème. Peu importait à ces messieurs de la majorité : ils n'ont pas craint d'être ridicules.

M. Edouard Herriot interrogé par des confrères, à propos de cette pitié, eut ce mot malheureux : « L'Assemblée est souveraine. Elle a tous les droits y compris celui de prendre des décisions contradictoires. »

Pourquoi les « arguments », qui ont servi à valider le général Kélig, ont-ils contribué à desservir M. Michaut ? Nous allons essayer de vous le dire...

Une histoire de généraux

SI l'on ne craignait de « répéter... », on pourrait dire que le général Kélig a été sauvé par... les généraux (ceux du scandale).

En effet, comme le faisait remarquer M. Pierre-Henri Teitgen : « Chaque fois qu'elle le voudra la Troisième Force appuyée par les Indépendants ».

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast, Revers et Cie. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, M. Godin a été porté à la vice-présidence de l'Assemblée. Il saura, éventuellement, rappeler certaines choses !

Le général de Gaulle s'est étonné que M. Godin n'ait pas été désigné comme représentant du R.P.F. à la fameuse commission chargée de faire la lumière sur l'affaire Peyrès, Mast,



# LE DECLIN DU C. D. U. EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

LE C.D.U. ou Union démocratique chrétienne, parti du chancelier Adenauer, est en train de s'effriter. Lors des dernières élections aux Diètes de Hesse, de Wurtemberg-Bade et de Basse-Saxe, l'Union démocratique chrétienne a subi de lourdes pertes au profit des partis d'extrême-droite. Il faut faire exception pour les anciens « fiefs catholiques », comme la Bavière, où le « Bayerische Volkspartei » (variété bavaroise du C.D.U.) a réussi à se maintenir tant bien que mal.

D'ores et déjà, il est à prévoir qu'en cas de nouvelles élections en Allemagne occidentale, le C.D.U. subira un sort plus cruel encore que celui de ses partis frères en Italie et en France.

Le parti du chancelier Adenauer était un des quatre nouveaux partis qui ont été admis aussitôt après la débâcle allemande par les occupants.

Il y a six ans, le C.D.U. rassemble de grandes masses de petits bourgeois et d'ouvriers catholiques, qui avaient voté autrefois pour le « Zentrum-Partei », mais il donna aussi asile aux anciens électeurs des deux grands partis réactionnaires de la République de Weimar : « la « Deutschnationale Volkspartei » (« parti national du peuple ») et la « Deutsche Volkspartei » (« parti du peuple allemand »).

En outre, le C.D.U. ouvrit ses bras à tous les petits nazis angoissés, sur lesquels, dès les premiers mois d'après guerre, il jeta le manteau de la charité chrétienne.

## Le mythe d'une nouvelle religiosité...

Il est vrai qu'en 1945 et en 1946 les églises des deux confessions chrétiennes étaient archicomblées. Mais il est faux d'en déduire, comme beaucoup d'observateurs allemands et étrangers l'ont fait, qu'une irrésistible vague de foi avait ramené beaucoup de « brebis égarées » dans le giron de l'Eglise. Ces nouveaux fidèles n'avaient pas souvent la conscience très tranquille, et ne cherchaient en vérité rien d'autre qu'un abri provisoire contre les tempêtes des premiers temps de la dénazification.

Cette époque semble loin maintenant. Les éclairs ont disparu depuis longtemps d'un ciel qui est sans nuages pour tous les anciens nazis. Et ceux-ci, sous les rayons chauds du « soleil américain »

n'ont pas seulement déserté les églises, mais sont en train de désertir également le « parti-paravent » que fut pour eux le C.D.U.

Ces gens-là ne voteront plus pour le parti de M. Adenauer. Désormais ils peuvent de nouveau voter librement pour les partis d'extrême-droite.

L'Union démocratique chrétienne subit encore quelques servitudes. Bien que sa politique devienne de plus en plus ouvertement réactionnaire et fascisante, bien que les deux épithètes « démocratique » et « chrétien », aient perdu toute signification, le C.D.U. est encore obligé à recourir à quelques manœuvres démagogiques et mener des discussions interminables avec l'aile gauche du parti.

## L'appareillement était catastrophique pour le C.D.U.

Le chancelier et les dirigeants du C.D.U. ne voient que trop bien le grand danger qui menace leur parti. En Basse-Saxe, la région la plus réactionnaire de tout le territoire du gouvernement fédéral de Bonn, le C.D.U. a tenté, lors des dernières élections, une expé-

rience d'appareillement avec la droite, le « Deutsche Partei » (« parti allemand »), mais cette expérience s'est soldée par un échec qui a frisé la défaite complète.

## L'aile droite et l'aile gauche...

D'autre part, au sein même du C.D.U., la tension devient de plus en plus forte. Les controverses entre le chancelier Adenauer, représentant l'aile droite de son parti, et le président du Conseil de la Rhénanie du Nord et de la Westphalie, Karl Arnold, prennent un ton de plus en plus violent. Karl Arnold, lui, est exposé à la pression directe de ses électeurs, les ouvriers croyants de la Ruhr. C'est une lutte du pot de terre contre le pot de fer. Puisque Karl Arnold a visiblement si peu de chances de faire valoir les desiderata de ses électeurs, ceux-ci vont probablement se détourner aussi en grande partie du C.D.U.

Pendant un court laps de temps, le C.D.U. caressa l'espoir de recruter des électeurs parmi les réfugiés de l'Est. La tâche incombait surtout au Dr. Linus Kather, président des organisations de réfugiés et au Dr. Lukaschek, minis-

tre de cette même catégorie de citoyens, qui sont contraints de mener une vie de parias en Allemagne occidentale. Mais les réfugiés ont préféré se constituer eux-mêmes un « groupement de défense » de leurs intérêts, qui, surtout en Sleswig-Holstein, a remporté une grande victoire électorale.

## Les chances du nouveau « Zentrum »...

En face d'une telle situation, le petit parti catholique progressiste, le nouveau « Zentrum », devrait disposer d'assez bonnes chances, au moins auprès des ouvriers catholiques déçus et de ces quelques éléments d'une gauche timide, écourtée par la politique agressive et fascisante du chancelier Adenauer.

Aux temps de la République de Weimar, l'ancien « Zentrum » était un parti-moderé, sans hostilité pour quelques petites réformes sociales. Il avait même su grouper autour de lui des jeunes militants catholiques dans le « Windthorst-Bund » et le « Quickborn ».

Le nouveau « Zentrum » de nos jours est mené par la vaillante Helene Wessel, présidente de la fraction de son parti au parlement de Bonn. Cette femme courageuse mène une lutte incessante contre la politique de guerre et de misère du chancelier Adenauer et elle veut déclarer qu'elle est en principe d'accord avec tout referendum contre le réarmement.

Mais hélas, Frau Helene Wessel se trouve très isolée dans son propre parti. Les autres dirigeants sont pour la plupart de vieux professeurs en retraite, animés d'une bonne volonté malhabile ; ils s'avèrent incapables de déjouer les ruses d'un vieux renard, comme le chancelier Adenauer. Si Helene Wessel avait dans son entourage seulement une poignée de ses semblables, le parti du « Zentrum » aurait de grandes possibilités de développement.

Le bilan de tout ceci ? Le C.D.U. perdra à l'avenir à coup sûr une grande partie de ses électeurs. Mais il restera néanmoins un parti puissant, car par la volonté des Américains, le sort des démocraties occidentales se joue de moins en moins dans les parlements et dans l'opinion. Les Américains n'appréhendent aucune envie de se passer d'un instrument aussi docile dans leurs mains expertes.

IDA CHEVANT



Ramcke est accueilli à Schleswig.

## Et si on parlait un peu de l'honneur français

La presse française a consacré ces jours derniers de nombreux articles au Congrès des parachutistes allemands à Brunswick et à la fondation de la ligue des anciens de l'Afrika-Korps. D'une façon générale on y a analysé et commenté les tentatives de plus en plus claires des nazis et militaristes allemands de rassembler dans une vaste organisation tous les groupements et mouvements d'anciens soldats et officiers, de la « Bruderschaft » à la « Première Légion », des « Diables verts » de Ramcke aux anciens soldats du général Rommel.

Au Congrès de Brunswick, deux grands personnages de l'Allemagne occidentale, fort connus en France, ont joué un rôle de premier plan : le SS-Sturmführer Otto Skorzeny et le bourreau de Brest, le général Ramcke.

Le journal de Hambourg Die Welt (Le Monde) publié sous contrôle britannique, a écrit, à l'occasion de l'arrivée d'Otto Skorzeny à l'aéroport de Stuttgart, « que la police allemande renonce désormais à toutes poursuites contre Skorzeny qui serait déjà depuis longtemps rayé des listes de recherches judiciaires ».

Quant au général Ramcke, il n'avait jamais encore, depuis sa libération, parlé en public. Mais à Brunswick, devant « ses hommes » réunis, il a abandonné sa réserve.

Si, en cas de grande détresse dans le camp occidental, on faisait appel à nous, act- il dit en substance, nous prêterions éventuellement notre concours, mais seulement sous les conditions suivantes :

1) L'égalité absolue des droits politiques et militaires avec les autres pays occidentaux.

2) Comme suite logique du premier point : la libération de tous les généraux et officiers

supérieurs, soi-disant « criminels de guerre » comme Kesselring, Dönitz, etc...

3) La cessation des entreprises de diffamation de l'ancien « Wehrmacht », y compris la Waffen-SS.

Dans les milieux gouvernementaux des pays occidentaux on se montre malgré tout inquiet des déclarations de Hermann Ramcke. Bien entendu, il s'agit uniquement de la forme de ses exigences. On y accuse les Allemands d'être de « mauvais joueurs », d'aller un peu trop vite en besogne. Il est dans l'intention des alliés occidentaux de gracier d'ici peu de temps les criminels de guerre, « mais, on lui dit de dire, si vous l'enjez avec trop d'insistance, vous nous ferez perdre la face ».

Le Monde a écrit que « l'attitude du gouvernement de Bonn reste incertaine ».

Incertaine l'attitude de M. Adenauer qui a reçu le criminel de guerre Ramcke immédiatement après son retour triomphal à Bonn ? Incertaine l'attitude d'un gouvernement qui vient de dissoudre l'Association des Victimes du Fascisme, parce que celle-ci serait « anticonstitutionnelle » ?

A tort ou à raison, on parle et on écrit beaucoup ces temps-ci au sujet de « l'honneur allemand ». Et si on parlait un peu de l'honneur français ?

Notre honneur nous commande-t-il de nous laisser dire par Oberstleutnant de la Luftwaffe Otto Laun, ami intime du général Ramcke, « que la France s'est montrée incapable de se libérer de sa haine destructrice à l'égard des autres peuples » ?

## DES FAITS qui donnent A PENSER

### BONN (Allemagne)

Le général Gerhard Matzky a été nommé commandant en chef de la police frontalière allemande occidentale. Il remplace le général Gasser, ancien d'origine qui organisa pendant la guerre le recrutement forcé des Alsaciens dans la Wehrmacht. Grasser commanda désormais le secteur ouest de la police frontalière allemande. Matzky, qui s'occupa plus spécialement du secteur est, commandait une division de la Wehrmacht lors de l'agression hitlérienne contre l'Union Soviétique.

### SAN ANTONIO (Mexique)

Lors du dépouillement du scrutin par lequel les policiers de San Antonio avaient procédé à la désignation de leur sheriff pour l'année, on a découvert qu'il y avait une cinquantaine de bulletins de vote que des policiers

### BALTIMORE (Etats-Unis)

Le juge Harry Katz a acquitté un citoyen de Baltimore qui avait été traduit devant lui pour violation de la loi municipale n° 438. Le juge s'est en vain efforcé de savoir, auprès de la municipalité, de la police et des juristes de la ville ce qu'était cette loi n° 438.

### WASHINGTON (Etats-Unis)

Le ministère de la Guerre des Etats-Unis a fait savoir au ministère de l'Agriculture qu'il ne pouvait acheter les surplus d'œufs déshydratés détenus par le ministère de l'Agriculture, parce que ces œufs ne correspondaient pas aux standards établis par le ministère de l'Agriculture.



## Les nouveaux émigrés nous rendront méchants

par le Conservateur des Hypothèques

J'eus nécessairement l'un des premiers à apprendre la nouvelle. M. Bernard hypothèque ses propriétés et même les terrains de ses usines. L'émotion est aujourd'hui considérable parmi les notables de notre petite ville.

M. Bernard est notre seul industriel. (Ne cherchez pas son nom dans le Bottin ; je ne suis obligé de lui donner un pseudonyme, car comment garderais-je l'anonymat, si je ne le conservais pas à l'homme le plus connu du département ?)

La France ne peut plus fabriquer ni moutins à café, ni écremeuses. Déjà les établissements Bernard ont dû renoncer à leurs exportations dont le marché a été conquis par des maisons allemandes.

Sur le marché français, les petites industries françaises auraient pu être protégées par des mesures de protection douanière. Or les gouvernements français qui se succèdent (et pour lesquels M. Bernard professe le même total mépris) tendent de plus en plus, sous la pression de l'Amérique, à renoncer à une politique protectionniste efficace.

Et les capitaux américains participant de plus en plus aux affaires allemandes, il est probable que le gouvernement américain exercera une pression croissante pour que la France ouvre ses frontières toutes grandes aux produits allemands.

Les autorités américaines d'aide à l'Europe viennent de décider de sauter par-dessus leurs commes du gouvernement français et de désigner elles-mêmes les entreprises qui bénéficieront de leurs crédits.

Il est bien évident qu'elles ne désigneront pas des industries françaises ne pouvant plus que difficilement et ne pourront bientôt plus du tout résister à la concurrence allemande dont, pour toutes sortes de raisons, les prix de revient sont inférieurs aux nôtres.

chère que la main-d'œuvre française. Il va se moderniser et se spécialiser dans les écremeuses pour lesquelles existent, paraît-il, de grands débouchés en Afrique et en Amérique du Sud.

Au Maroc, dis-je, on n'a pas de trouver la concurrence allemande et américaine ?

Aucun rapport, me dit le notaire. M. Bernard est persuadé que le Maroc sera bientôt américain et qu'il y bénéficiera donc des privilèges des producteurs américains.

M. Bernard me réjouissait de la prospérité des établissements Bernard et qui donnait notre petite ville en exemple ! « Grâce à l'heureux mariage des conditions de la ville et de la campagne, disais-je, et grâce aux initiatives d'un industriel intelligent, il n'y a pas de problème social chez nous. Pas de chômage, pas de misère, pas de faiblesse. »

La théorie de M. Bernard est qu'il faut savoir émigrer à temps. Il connaît bien l'histoire du XVIIIe siècle et cite l'exemple du prince d'Artois qui put faire passer assez d'argent à l'étranger pour vivre à l'aise jusqu'à la Restauration, parce qu'il émigra dès le 17 juillet 1789.

M. Bernard se demande s'il n'a pas déjà attendu trop longtemps. Il parait que l'émigration de la bourgeoisie française est déjà tellement avancée qu'au Maroc les terrains situés à proximité des chemins de fer atteignent des prix exorbitants. C'est maintenant vers l'A.O.F., le Cameroun et le Canada qu'émigreraient les capitaux français.

M. Bernard a donc hypothéqué tout ce qu'il pouvait hypothéquer et va construire de nouveaux établissements au Maroc. Il fonde beaucoup d'espoirs sur la main-d'œuvre indigène, moins

à fait tort, la propagande de certains milieux de gauche qui laissent entendre que les plus puissants « marchands de canons » pour quoi pas Sir Basil Zaharoff lui-même ? — hantait les couloirs de la conférence, se suspendaient aux revers du veston des délégués et leur enjoignaient de tout faire pour torpiller une conférence dont les résultats pouvaient être, pour eux, le fin d'un commerce fructueux. Les liens qui attachent les politiciens aux milieux d'affaires sont certainement beaucoup plus subtils et la causalité qui détermine leurs actes obéit à des règles un peu plus nuancées.

En réalité, l'Allemagne voulait que la conférence de Genève lui permît de réarmer sans qu'elle soit forcée de faire d'une manière illégitime. Plus précisément, elle réclamait le droit de faire au grand jour ce à quoi elle travaillait déjà fiévreusement, mais en cachette. Ce droit lui fut reconnu en décembre 1932.

Quant aux autres, une formule de Dino Grandi, délégué italien, explique parfaitement leur attitude :

« Les puissances maritimes préconisent le désarmement sur terre, les puissances continentales le désarmement sur mer. »

Ainsi, tout était parfaitement clair.

## Tout n'est pas simple

Certes, le problème est difficile et bien des gens s'ingénieraient à le compliquer comme à plaisir. Le désarmement suppose que les Etats demandent non plus à leur propre effort militaire, mais à un accord international, le soin d'assurer leur sécurité. Mais ceci admet, une foule de problèmes se posent, qui ont occupé les diplomates de 1932. Fallait-il ou non distinguer armements terrestres et armements navals, armements proprement dits et potentiel industriel ?

Le désarmement suppose, en outre, une acceptation implicite du statu quo territorial et l'absence de toute revendication. On mesure l'ampleur des obstacles. Mais qu'on mette en regard la misère qu'entraîne pour les peuples la course aux armements, l'insécurité qu'elle leur apporte et l'on aura un jeu de raisons valables à l'heure d'un choix qui ne peut faire aucun doute.

Rien n'est facile, on a pu s'en convaincre. On ne passera pas aisément d'un accord préliminaire pour un « cessez le feu » à un accord des Cinq Grands sur le désarmement. Bien des préventions demeurent, et en Corée comme au Viet-Nam, la guerre continue. Nous n'avons jamais entendu dire qu'il cessé l'installation par l'Amérique d'un réseau de bases aériennes et navales couvrant les deux tiers de l'univers. La détente ne sera réelle et l'espoir véritablement permis, tant que l'un des partenaires, si volontiers désireux de s'assurer de la sincérité de l'autre, n'aura pas mis fin, pour

donner vraiment la preuve de la sienne, à sa stratégie mondiale d'encerclement. L'initiative appartient à l'assaillant, s'il veut vraiment faire tomber, chez l'assiégé, la fièvre obsidionale.

Rien ne sera acquis tant que l'O.N.U. n'aura pas retrouvé sa mission première de défendre la paix ni fait cesser l'actuelle équivoque qui la conduit à donner à l'agression un semblant de couverture juridique.

Mais n'est-il pas vrai que nous puissions, très bientôt, réaliser les conditions d'un accord ? L'existence d'un organisme à l'audience mondiale et cristallisant la détermination de tous ceux qui, par le monde, préfèrent la négociation à la force, ne peut être que d'un grand poids pour faire pencher la balance en faveur de la paix.

L'actuelle extension en largeur et en profondeur du Mouvement de la Paix nous assure que se forge une arme précieuse aux mains des peuples.

F. F. A.

## DES FAITS qui donnent A PENSER

### LIVOURNE (Italie)

Les travaux d'installation du « centre de débarquement » des forces américaines à Livourne commenceront prochainement. Ce centre servira au transit des troupes et du matériel affectés aux bases américaines de l'Europe du Sud. Une ville américaine sera créée pour les militaires et leurs familles. Le port sera élargi et modernisé, mais les docks italiens refusent de prêter leur concours.

### BOGOTA (Colombie)

Voulant se marier, Mlle Matilda Ramirez apprit, en demandant sa licence, qu'elle était déjà mariée. Son ex-fiancé, qui avait, plusieurs mois auparavant, demandé, lui aussi une licence pour l'épouser, avait utilisé cette licence au profit d'une autre jeune femme et avait oublié de rayer le nom de Matilda pour le remplacer par celui de sa vraie femme.

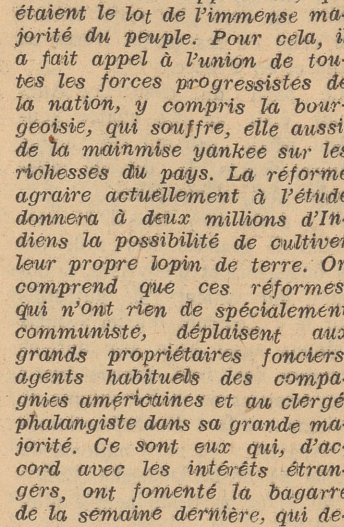
### MOUNT GAMBIER (Australie)

Georges Uphill, jeune vétéran de 60 ans a été attaqué par un taureau pesant près de 500 kilos. L'ayant saisi par les cornes, M. George Uphill lui brisa la nuque d'une torsion et le traînant derrière lui, alla reporter l'animal à son propriétaire.



# LA " RÉVOLUTION " GUATÉMALTEQUE

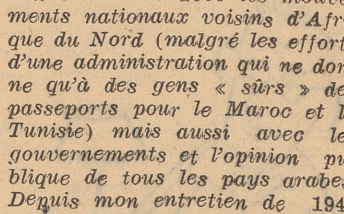
Elu à une écrasante majorité (plus du double des voix de ses adversaires), le gouvernement du président Arbenz a entrepris de libérer son pays de la misère et de l'oppression, qu'il



peut bénéficier, si elle avait  
 réussi, de l'appui de l'ambassa-  
 de d'un grand pays ami ».  
 Cette réaction fut immédiate.  
 Les syndicats et les organi-  
 sations de masse ont immé-  
 diatement alerté l'opinion  
 pour défendre la jeune démoc-  
 ratie guatémaltèque. La tenta-  
 tive de coup d'Etat a échoué.  
 Le peuple guatémaltèque, la  
 loi, où toute la liberté démoc-  
 ratiques sont respectées, le  
 peuple prend lui-même en main  
 la défense de ses institutions  
 et les desseins de la réaction  
 même appuyés par des ambas-  
 sades étrangères sont voués  
 à rester lettre morte.  
 C'est parce qu'il a osé refu-  
 ser d'envoyer des soldats en

Corée, parce qu'il défend les travailleurs contre les grosses sociétés étrangères et que de nombreuses personnalités officielles de son gouvernement ont signé l'appel pour un pacte de paix que le Guatemala est en horreur à ceux qui rêvent d'une prochaine guerre. « Jamais, disait le président Arbenz, un aussi petit pays n'ait soumis à une pression aussi grande. » Jamais, ajoutons-nous, un aussi petit pays n'a résisté aussi victorieusement à de telles pressions.

— Est-ce que la lutte du mouvement national algérien renferme la solidarité du monde arabe ?



avec le secrétaire de la Ligue arabe Azzam Pacha, j'ai rencontré de nombreuses personnalités religieuses, culturelles et politiques du monde arabe, qui toutes m'ont assuré de leur sympathie. Tout récemment le Comité mondial islamique réuni à Karachi m'a fait l'honneur de me désigner comme son vice-président...

— Que pensez-vous de ce qu'il est convenu d'appeler le « neutralisme arabe » ?

« Je crois que le courant « neutraliste », qui se développe dans les pays arabes, s'explique par les aspirations profondes de tous ces pays vers l'indépendance totale. Ces pays en ont assez d'être considérés comme des pions sur l'échiquier international.

— Est-ce que l'état économique et social arriéré de beaucoup de ces pays n'est pas une

— Certainement. Mais n'oubliez pas que le monde arabe est, d'une façon plus générale, le monde musulman soient incapables de progrès et d'évolution même rapide. Les

ment rade. Le monde arabe  
vient à peine de s'ouvrir à la  
vie. Mal préparés à transformer  
leurs structures, ayant besoin  
de cadres techniques qu'ils n'ont  
pas encore eu le temps de for-  
mer, les pays arabes ont bien  
des difficultés à faire face aux  
impérialismes nouveaux et à se  
dégager des impérialismes tena-  
ceux qui demeurent en place.  
Mais les gouvernements arabes  
sont poussés par les peuples  
arabes. L'évolution va vite.  
Croyez-moi, dans un avenir  
prochain.

est peut-être pas lointain, le monde arabe pourra causer bien des étonnements à ceux qui ne le connaissent pas.

ALBERT - PAUL      L'ENTIN

X95 ; 21. Fb6, Cf6 22. Cg7+  
 h8 ; 23. Fc2, Dc7 ; 24. Dc5+ , Rg8  
 25. Dd5, Rh8 ; 26. Cx6c+ , bxc6  
 27. Fxd8 les noirs abandonnent.  
 Adressez toute la correspondance concernant cette rubrique à  
**F. MOLNAR « Action »**

8, rue des Pyramides, Paris.

REBERT - PAGE LENTIN



# PAS DE PITIÉ POUR LES NOUVEAUX PAUVRES

## Le commandant et la vie de château

Tu passes par Vierzon, m'avait dit mon ami André T... Va dire bonjour à mes parents. Ils habitent à quelques kilomètres de là. Ils seront contents de te connaître.

Au premier abord, cette invitation ne m'emballait pas. J'aime bien André, c'est entendu. Et il me rend les menus services que sollicitent infailliblement les camarades d'un futur toubib. Mais une famille qui choisit de s'enterrer dans un patelin de ce genre, sans aucune obligation professionnelle, ne doit pas engendrer une gaité folle. Je n'aime ni la campagne ni la vie de château. Esclave de l'amitié, j'ai fait cependant le crochet demandé. Première complication : j'ai demandé M. T... à l'épicière, au ménage qui tient « le » café : nul ne le connaissait. C'est la chaise de l'église qui m'a mis sur la voie : « M. T... ? Vous voulez dire le commandant ? Bien sûr ! » Je savais bien qu'il s'agissait d'une famille de retraités. Mais retraités de quoi ? Je venais de l'apprendre.

### Le commandant et son château

La porte s'ouvre — et je comprends pourquoi, dans le village, nul ne connaît la famille T... autrement que par le nombre des galons gagnés par le père. J'ai deviné moi le vieil officier français, dont le type semble se transmettre de génération en génération dans certaines familles de soldats. Le commandant est grand, avec un visage de vieux cuir, qu'illumine deux yeux d'un bleu très clair et qui, la cinquantaine largement dépassée, conservent un regard d'une naïveté d'enfant. Les cheveux blancs sont coupés courts, comme la moustache drue, où persistent encore quelques poils blonds. On sent, rien qu'à le voir, la volonté inflexible de se refuser à laisser aller le commandant. L'officier porte une cravate — et ses souliers brillent... y compris les pièces qu'un cordon local a posées sans souci de dissimuler le raffinement. Le veston n'a pas une tache, mais le tissu montre sa trame et la pochette placée à droite trahit le vêtement retourné. Seuls, la rosette rouge et les rubans multicolores de la boutonnière jettent une note presque gaie qui rappelle — mais pourquoi ? l'éclat du regard.

Ce vieil homme un peu trop pâle, un peu trop maigre et qui refuse de se voir, donne cependant une surprenante impression de solidité dans une quasi-misère. Le seul franchi, je me retrouve dans une pièce au plafond bas, une espèce de salon pitoyable. Des meubles disjointes singent l'ancien. Mais le crin qui rembourrait les fauteuils Louis XV fabriqués en série pique, sentent les fesses des imprudents qui poussent l'audace jusqu'à s'asseoir dessus.

### Une phrase malheureuse

Nous parlons de ce fils qui poursuit ses études. Et voilà qu'entrent Mme et Mlle T... La mère est profondément marquée par le sentiment de sa déchéance sociale. Elle s'excuse de tout — de ses vêtements, de ceux de son mari, de l'état où se trouvent ses meubles, de ses mains — des vraies mains de fermière, dit-elle avec un sourire qui se voudrait gai, mais qui abaisse les coins de

ses lèvres, au lieu de les relever. Elle m'observe d'abord avec intérêt, me fait parler de mon métier, de mes ressources, puis aperçoit mon alliance, soupire — et n'en est pas, d'ailleurs, moins antipathique pour autant.

Finalement, c'est encore Mlle T... qui, au bout de quelques minutes, dirige la conversation, m'arrache des anecdotes sur la vie de son frère, et de bon cœur... et m'invite à déjeuner.

Pendant que sa femme et sa fille s'affairent, le commandant T... m'emmène à travers la campagne. Nous faisons le tour de la maison et, en passant devant la porte vitrée de la cuisine, nous ne pouvons même pas faire semblant de ne pas entendre cette phrase de Mme T... : « Pour une fois que ton frère nous envoie quelqu'un, il faut que ce soit un homme déjà marié ! »

Depuis cet instant, le commandant machonne sa moustache, me jette des regards en coin. Et je ne sais que faire pour dissiper ce malaise. Enfin, mon hôte se décide.

### 32 ans de service

— Mon cher ami, dit-il, vous avez droit à une explication... si... si... ne protestez pas. Vous êtes un ami de mon fils... je ne veux pas que vous emportiez d'ici un trop mauvais souvenir. Vous avez dû remarquer qu'André travaille pour vivre. Et, cependant, nous lui envoyons 12.000 francs chaque mois. Mais sa chambre lui coûte 5.000 francs. Et je ne peux pas faire davantage. Jugez-en.

« J'ai quitté l'armée avec quatre galons. Mais ma pension est calculée comme si je n'en avais que trois. Pourquoi ? Mais parce qu'on s'est arrangé, pour ne donner qu'un dernier moment un grade auquel j'avais droit. Et, comme la retraite est calculée en fonction de la solde touchée pendant les dernières années... vous comprenez l'entourloupette. Je n'en suis pas la seule victime : nous sommes nombreux dans mon cas. Bien mieux, comme capitaine, je n'ai pas eu droit à l'échelon exceptionnel. Je ne peux même pas réclamer : cette faveur est accordée par simple décision du ministre. Comme ça. C'est le fait du prince, tout simplement. Comme l'avancement.

« Songez que j'ai 32 ans de service, dont près de 10 ans de campagne et qu'on m'a laissé moisir pendant neuf ans comme capitaine. Que j'ai passé cinq ans et demi hors d'Europe, loin des miens, pour veiller au nom de la France sur des terres lointaines, où il ne m'était pas possible d'emmener des enfants.

« Maintenant qu'on a pressé l'orange, on jette l'écorce. Malheureusement, l'écorce ce n'est pas moi seul, c'est la famille tout entière. Or, je reçois depuis juillet 1950 la somme prodigieuse de 378.872 francs par an. C'est à peu près ce que j'aurais, si j'étais huit fois millionnaire et que j'aie acheté du 5 %. Calculé comme cela, c'est très réconfortant. Seulement, compte tenu de la hausse des prix, c'est un peu moins que la moitié de ce que j'aurais perçu en 1938 dans les mêmes circonstances.

« Et cette situation s'aggrave sans cesse. Songez qu'en 1945, je touchais 31.572 francs. Aujourd'hui je reçois douze fois plus, mais, selon les indices officiels, la vie coûte seize fois plus cher. Qu'en pensez-vous ?

« Allons ! Je ne vous entraînerai pas plus longtemps dans le maquis des chiffres. Sachez seulement qu'avec 31.572 francs par mois — je suis précis ! — nous sommes gentiment en train de crever dans notre coin.

### Vivre à Paris ?

« André fait ses études. Nous ayons d'abord voulu habiter à Paris auprès de lui. Mais où trouver un logis ? Il a fallu tout essayer : deux chambres à l'hôtel, une pour la mère et la fille, une pour lui et moi. La cuisine à la sauveur sur une lampe à alcool. La coiffe de l'hôtelier qui venait flâner l'odeur dans le couloir. A la fin du mois, nous n'avions plus de quoi payer les plats que l'on peut préparer dans ces conditions — ceux qui coûtent le plus cher.

« L'appartement meublé ? Le loyer coûtait près de la moitié de ma retraite. Nous avons tenu un mois. Nous sommes allés chez nos amis. Je n'osais plus aller les voir et je savais pourtant que, le mois suivant, loin de pouvoir rembourser, je m'enfoncerai davantage.

« De toute évidence, il fallait quitter Paris. Nous avons capitulé.

après une scène grotesque avec un cordonnier, qui venait se faire payer un ressemelage et qui faisait du scandale dans l'escalier. J'en ris aujourd'hui, mais je vous le dis sans fausse honte, je n'ai pas été loin d'en pleurer.

### Pas de mari pour Lucette

« Seulement, en quittant Paris, nous avons sacrifié notre fille. Ce n'est pas dans ce village qu'elle trouvera le mari rêvé. Il y a, dans les environs tout au plus deux ou trois partis sortables. Mais nous ne pouvons même pas fréquenter les familles ; vous avez vu dans quel cadre nous vivons. En fuyant Paris, il a fallu vendre les quelques meubles qui nous restaient

pour payer les dettes et s'en aller proprement.

« Savez-vous que notre petite Lucette a failli se marier à Paris ? Mais nous étions à l'hôtel et le jeune homme vivait chez ses parents, dans un véritable appartement, bien sûr. Mais trop étroit : il partageait la chambre de son frère. Puis le temps a passé, trop de temps...

### Le budget d'un officier français

« Voilà donc où nous en sommes, nous avons 31.572 francs par mois, 12.000 pour André, les frais d'envoi, reste moins de 10.500. Le loyer, le bois, ou le charbon, l'électricité... Nous disposons de 15.000 francs dans les meilleurs mois. Soit 500 francs par jour pour nourrir et vêtir trois personnes, pour faire face aux quelques obligations qui nous incombent encore.

« J'ai un petit jardin. Je fais ce que je peux, c'est très dur, surtout pour ma femme et ma fille. Nous n'avons aucun confort. Rien de moderne. Des planchers en quel état !... Des carreaux disjointes à la cuisine... des recoins pleins de poussière... des souris qui trottaient un peu partout.

## UNE GRANDE ENQUETE (2)

de Gilbert Muzy

« Avant la guerre, nous avions une bonne petite voiture. Nous emmenions les enfants au cinéma, quelquefois au théâtre, quand des troupes en tournée donnaient des spectacles conviviaux. Nous aurions dû prévoir l'avenir. Mais que faire ? La femme d'un officier ne travaille pas, c'est chose mal portée. D'ailleurs, avec les changements de garnison, aucun emploi stable n'était possible. Et cette difficulté de plus dans les études a empêché Lucette de passer des examens. Elle a une gentille culture, mais pas de diplôme : elle a vingt-sept ans. Et nous ne lui laissons ni situation, ni mari.

### Un vieux réac

« Vous voyez. Je suis un vieux réactionnaire. La vérité, c'est que de faim. Je ne crois pas qu'un roi ferait de même : il payerait sa dette à ceux qui avaient risqué leur vie à son service ou alors... j'ai vu des films sur l'armée

russe... mais tout ça c'est de la propagande. Tout de même, il est encore une armée à eux. Une armée qui sert le pays. Alors que le soldat et l'officier français sont les moins chers du monde au service d'un général américain.

« Quand je vois tout ce qu'on dépense pour préparer la prochaine dernière, quand je pense que nous sommes des milliers à crever comme cela... « Ils » n'ont même pas le courage d'inscrire les augmentations de soldes et de retraites militaires au budget de la guerre. Tout ça glisse au budget civil.

« Voyez-vous, ce qu'il y a de plus grave dans cette misère, c'est ce qu'elle révèle : il n'y a plus d'armée française. S'il y en avait une, elle ferait quelque chose pour nous.

Nous étions insensiblement revenus jusqu'à la porte. Le commandant l'ouvrit d'un geste sec. Il dévorait sa moustache avec plus d'ardeur que jamais.

## Va-t-on enfin négocier au Viet-Nam ?

Le vent coulis de la méfiance s'est glissé entre Français et Américains en Indochine. Il y a quelques semaines, le général de Lattre de Tassigny, haut commissaire, empêchait le gouvernement de Bao Dai de signer l'accord bilatéral de l'E. C. A. avec les représentants des Etats-Unis. Aujourd'hui, le général reporte « à une date ultérieure » son voyage à Washington et prend quelque congé en France. On apprend encore que dans la capitale des U. S. A., l'ambassadeur de France, M. Henri Bonnet, a reçu une réponse assez évasive du secrétaire d'Etat Dean Acheson, à qui il demandait que les Etats-Unis prennent fermement position dans l'affaire franco-vietnamienne : tout se passe comme si Washington tenait à ne pas se compromettre davantage en Indochine ou, si l'on préfère, voulait ne se compromettre que par personne interposée, ce qui implique que le gouvernement français doit assumer la responsabilité majeure. On a appris depuis que le gouvernement français, ou ce qui en tient lieu, avait espéré que Washington aurait accepté de jouer au Viet-Nam un rôle comparable à celui que les U. S. A. ont assumé en Corée.

### Washington n'a pas la foi

La réserve soudaine des Etats-Unis n'est peut-être, pour une part, qu'une application partielle d'une nouvelle politique que bon nombre d'observateurs prêtent aux dirigeants américains en ce qui concerne l'Asie.

Cette nouvelle politique consisterait-elle à ne plus heurter de front les mouvements nationaux d'indépendance ? Rien, si ce n'est les déclarations du juge Douglas, qui passe pour un conseiller écouté du président Truman, ne confirme ces perspectives. Il semble plutôt, dans l'affaire indochinoise, que la position des Etats-Unis soit dictée par une considération universelle répandue dans la grande presse d'outre-Atlantique : la France déploie des efforts immenses au Viet-Nam, mais aucune victoire ne se dessine sur les forces du Vietnam. Bien des contradicteurs ajoutent : au contraire.

Le fait est, en tous cas, que les Américains ont fait représenter plusieurs fois au gouvernement français que ce serait une grave erreur d'utiliser et d'user au Viet-Nam les cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée française atlantique et aura le plus urgent besoin. Le général de Lattre de Tassigny, de son côté, n'a pas caché à certains de ses interlocuteurs qu'il était effrayé des coups sombres opérés par la guerre franco-vietnamienne dans les rangs des jeunes officiers et sous-officiers français. Le général en aurait même fait état en termes non équivoques dans un récent rapport au gouvernement.

Washington aurait soumis à la diplomatie française, à propos de ce problème des cadres militaires retenus en Indochine, le dilemme suivant : ou bien vous vous débrouillez pour susciter sur place des cadres autochtones capables de remplacer les vôtres, dont on a besoin en Europe ; si cela s'avère impraticable, faites cesser la guerre.

Le général de Lattre a fait un grand effort pour susciter les cadres d'une future armée baodaïste. Comme le général de Lattre est assez intelligent et bien informé pour savoir qu'il est impossible de créer une armée tant soit peu sûre du côté baodaïste, on pourrait en conclure qu'il serait favorable à la cessation des hostilités en Indochine. Bien des indices, dont certains récents, confirmeraient pareille conclusion. Sous ce rapport, le haut commissaire de France est assuré du soutien du commissaire général britannique pour le Sud-Est asiatique, M.

Malcolm Mac Donald, dont les récentes déclarations à propos de l'Indochine, si elles montrent que le fils de Ramsay Mac Donald est un des plus subtils humoristes à froid du Royaume Uni, trahissent le souci britannique de voir le conflit cesser.

Pour en revenir à nos moutons — j'entends les futurs soldats et officiers de l'ex-majesté. Une des fortes raisons qui ont motivé l'opposition du général de Lattre à la signature de l'accord E. C. A. — Bao Dai ne serait-elle pas précisément inspirée par la méfiance des autorités françaises à l'égard de toute troupe locale soi-disant alliée ? Le général Carpentier, le prédécesseur de M. de Lattre, a eu un jour un bien joli mot en comparant tout simplement les forces baodaïstes à celles de Tchong Kai Chek, empressées à revendre leurs armes aux adversaires ou, ce qui est pis, à passer de l'autre côté avec armes et bagages. N'importe quel officier français au Viet-Nam sait à quoi s'en tenir sur la combativité des « suppléments » : on ne les utilise qu'à des missions de tout repos, jamais ils ne sont employés dans les affaires sérieuses. Encore les encadre-t-on solidement d'éléments « blancs ». On sait trop, à Sai-

gon ou à Paris, ce qu'il adviendrait si on laissait Bao Dai et son hypothétique armée face à face avec les forces vietnamiennes. On le sait si bien, que ceux qui se penchent sur cette question préfèrent les négociations ! De fait, les responsables français en matière franco-vietnamienne ne font peut-être pas beaucoup confiance à la parole de Ho Chi Minh, ce en quoi ils ont tort, mais il y a beau temps que leur choix est fait entre cette parole-là et le rempart que constituerait l'armée de Sa Majesté pour les « intérêts français ».

### Un climat préparatoire

Nous relevions ici même, la semaine dernière, qu'il était très possible d'engager des conversations. Les émetteurs officiels du gouvernement de la République vietnamienne ont diffusé des textes impliquant que le président Ho et son gouvernement sont toujours favorables à des négociations de paix. En répondant que certaines conditions lui étaient inacceptables, le gouvernement français a fait un geste très timide, certes, mais qu'il faut renouveler, si véritablement on veut en finir avec la guerre.

Le général de Lattre de Tassigny, en quittant Saigon pour la France, a adressé un appel au haut commandement vietnamien

pour lui demander de veiller à l'établissement de contacts qui amélioreraient les conditions de vie des prisonniers détenus par la République vietnamienne. Le haut commissaire savait que son appel ne resterait pas sans réponse : le gouvernement Ho Chi Minh a bien souvent donné des preuves de sa bonne volonté dans ce domaine et est certainement toujours disposé à en donner de nouvelles. Il conviendrait, toutefois, que du côté français on ne laisse pas de tels gestes sans réponse. J'entends des réponses autres que la libération de milliers de « prisonniers » vietnamiens, qui ne sont autres que des « suspects » arrêtés la veille et qu'on libère avec bruit.

Il est clair qu'en accomplissant un geste, tel que, par exemple, la libération du jeune second-maire Henri Martin, dont les esprits sans passion conviennent qu'il a été injustement condamné, on aiderait du côté français à la naissance de ce climat nécessaire à une reprise de pourparlers.

On sait, dans les sphères gouvernementales, qu'il faudra en venir un jour ou l'autre à ces reprises de conversation. Voilà que, désormais, pour des motifs qui ne sont d'ailleurs pas pacifistes, que les Etats-Unis inclinent à laisser la France s'en sortir toute seule au Viet-Nam. Il vaudrait mieux en sortir vivant.

J.-R. CLÉMENTIN

## KARLOVY-VARY

Le Festival international de Karlovy-Vary s'est achevé dimanche dernier. Durant deux semaines, les cinéastes de 28 nations ont pu confronter leurs idées, leur style et leurs réalisations. La caractéristique essentielle du Festival, organisé par la République Populaire Tchécoslovaque, est de se proposer un but précis. Trop souvent, en effet, la seule raison d'être de ce genre de manifestations est purement commerciale. L'objet de Karlovy-Vary est contenu dans son thème : pour la paix, pour un homme nouveau, pour un monde meilleur. Ici, le film n'est plus considéré comme une simple denrée, mais comme un puissant instrument de rapprochement entre les peuples. A Karlovy-Vary, l'émulation fraternelle est la seule rivalité que l'on connaisse.

Et le succès toujours plus grand remporté par cette manifestation est la preuve que deux mondes peuvent coexister.

« Plus nous aurons de rencontres comme celle-ci, plus grandira notre compréhension mutuelle », disait le réalisateur anglais Antony Asquith, en présentant son film : *The Browning Version*. Et il ajoutait : « La compréhension est nécessaire pour faire naître l'amitié. Là où naît l'amitié, naît aussi la paix. »

Aussi la sélection de documents et de dessins animés de long ou court métrage, et 43 films, sélectionnés parmi les meilleures réalisations des pays participants ont été présentés. Le Grand Prix du Festival a été décerné au Chevalier à l'Etoile d'or, film soviétique de Raisman (en soviétique). Ce film avait fait partie de la sélection soviétique au Festival de Cannes. Les quelques centaines de Parisiens qui avaient réussi à prendre place dans la salle de la Mutualité, lors d'une projection exceptionnelle, avaient déjà pu en juger : Le Chevalier à l'Etoile d'or est, incontestablement, une des œuvres majeures de ces dernières années. Les Mineurs du Donetz, autre film couronné de la sélection soviétique, comme l'œuvre de Raisman, et en général toute la production cinématographique russe, se situent sur un plan absolument nouveau : celui

de l'amour de la paix et de l'humanité.

La plus extraordinaire découverte du Festival a été bien celle du cinéma extrême-oriental. L'an dernier déjà, les cinéastes de la Chine populaire se révélaient avec *Filles de Chine*, *Chao* et *La Chine libérée*. Cette année, c'est non seulement le jeune cinéma chinois, qui avec l'admirable *Héros et Héroïnes*, confirme les espoirs que l'on mettait en lui, mais encore un metteur en scène coréen, You Yen Gyou, retrace l'histoire des Jeunes partisans, avec une remarquable maîtrise. Pour sa part, l'Inde, avec *Les Destinées*, qui conte le drame des Hindous chassés du Pakistan, semble décidée à orienter sa production dans un sens plus réaliste.

Le cinéma bulgare, avec *Alerte*, un tableau du pays pendant la guerre, affirme sa qualité. La Pologne (*Première à Varsovie*, *Les Vaillants du Ciel*), la Tchécoslovaquie (*La Lutte finira*), demain, d'autres combattants se lèveront, une chronique familière et grandiose de la naissance du mouvement ouvrier

présentent, ainsi que la Hongrie (*Honneur et Gloire*), d'excellentes productions. La France, pour sa part, était représentée par *Justice sans faîte*, d'André Cayatte, sans laisser d'adresse, de Jean-Paul Le Chanois, et *Maitre après Dieu*, de Louis Daquin, et pour les courts métrages par *Vivent les dockers*, de Robert Menegoz-Genest. Ces productions furent accueillies avec sympathie et intérêt. Elles témoignent de la volonté de quelques-uns de nos réalisateurs de faire du cinéma autre chose qu'une machine à débiter de l'adultère et du meurtre.

Espérons que le public français aura très prochainement l'occasion de voir la plupart de ces films. Le (bon) cinéma est une forme d'échanges culturels qui peut grandement servir la compréhension mutuelle entre les peuples.

### LE PALMARES

De nombreux prix ont été distribués. Citons parmi eux, le Grand Prix, qui a été décerné au film soviétique en couleurs : *Le Chevalier à l'Etoile d'or* ; le prix de la

## SPECTACLES

et Radio

par P.-A. CASTEX

Paix, a été décerné au film chinois *Le Soldat d'acier* ; le prix du Travail à un film soviétique, *La Vie des mineurs*, le prix pour la liberté, au film nord-coréen *Les Jeunes Partisans* et au film bulgare *L'Alerte*, et le prix du Comité tchécoslovaque des Partisans de la Paix, au film de Joris Ivens *La Paix vaincra*.

Les films français se sont vu attribuer trois prix : le Prix d'Honneur spécial à *Maitre après Dieu*, de Daquin, le prix de la mise en scène à Jean-Paul Le Chanois, pour son *Sans laisser d'adresse*, et le prix du court métrage à *Vivent les dockers*, de Robert Menegoz-Genest.

« Hormis les produits made in U.S.A., dont le public est, comme l'accoutumés, très réticent, le navet n'est pas désertant », les films nouveaux sont assez rares.

L'Aiguille rouge (français), d'Emile-Ed. Reinert, propose aux spectateurs, égarés par la canaille, l'histoire d'un adulte en haute montagne. « On se hisse sur les sommets dont on dispose », c'est le thème récurrent. Pour les amateurs d'altitude, l'Aiguille rouge leur parlera, durant dix petites minutes, de vacances et d'escale.

Au même programme, un court métrage de Louis Félix et Paula Mouriss, avec la voix d'Yves Montand : *L'Ami Pierre*. C'est, raconté en quelques belles images, la vie des marins pêcheurs à bord d'un chalutier, au large des côtes d'Irlande.

Le Grand Assaut (américain) retrace les préparatifs du débarquement allié du 6 juin et les premiers épisodes de la bataille de Normandie. L'objectivité n'est pas le point fort des auteurs. Ils oublient de dire, ne serait-ce qu'en passant, que la résistance allemande avait été affaiblie par l'action des maquis. Ils prêtent, et de loin, cogiter sur le rôle du chef et la psychologie du commandement. Un cœur de bronze dans un corps d'acier, coiffé d'une main de fer et armé d'une main d'airain, telles sont les caractéristiques du capitaine Hurlbert, version atlantique.

## LETTRES et arts

GEORGES-A. ASTRE.

### LES SOUVENIRS DE FRANCIS JOURDAIN (1)

Il faudra, certes, recourir à ces évocations toutes les fois qu'on voudra saluer de l'époque 1900 à quel que vue non pédonante, non caricaturale : on la découvrirait ainsi dans son humanité profonde et dans ses enthousiasmes, dans la vérité de ses passions et de ses troubles.

« Né en 1876 » : Europe avait déjà publié quelques-uns de ces souvenirs, d'autres suivront, mais ce livre, déjà, forme un tout, gonflé de vie et d'esprit, ressuscitant l'histoire. Francis Jourdain a connu personnellement, en son adolescence, Daudet, Lautré, Fargue, Van Gogh, Zola, France, Jaurès et bien d'autres encore. D'autres portraits, dont la pénétration se manifeste en formules incisives, souvent féroces, jamais « gratuites ». Et cela, joint à la description très sensible d'une enfance peu conformiste, fait le prix de l'ouvrage.

Cet homme « d'autrefois » a une admirable mémoire, et comme il a toujours prêté attention à la particularité de chacun, qu'il a gardé le souvenir précis des petites et des grandes familles, des attitudes et des gestes, il peut, à l'occasion, à 50 ans de distance, pour un contre celui-ci ou celui-là avec une chaleur étonnante.

Clemenceau ? Parce qu'il était velléitaire et cynique, il passait pour un homme libre. Il était tout à la fois buté et capricieux. Barrès ? Sa photo, en médaillon, est le témoignage irréfutable de la redoutable sottise que ce protonotaire camouflé en protonotaire comme un ostensor, etc., etc., etc.

On n'oubliera pas non plus parmi ceux que Francis Jourdain a aimés ou admirés, Fargue, Daudet, et le Mirabeau qui « m'en imposait par ses faiblesses, comme d'autres m'en imposaient par leur force ».

Le livre s'achève sur « l'Affaire » et sur le rôle de cette « intelligence » française, qui fit de la cause de Dreyfus la cause symbole de ceux qui refusaient d'admettre le triomphe de la bassesse et de la violence. C'est, je pense, l'un des meilleurs chapitres ; on y trouve, au surplus, toute « l'optique » de ce temps et toute la générosité de l'auteur.

Ne chicanons point Francis Jourdain sur l'injustice possible de ses jugements (celui qu'il porte, par exemple, sur Lugné-Poe est bien sévère...). Cet homme est un partisan, un insurgé qui refuse les hypocrisies de la politesse et de la convention mondaine. Mais il n'y a rien de mesquin en ses préférences, on en sent l'humanité, c'est pourquoi, au fond, ses « ennemis » lui sont aussi précieux que ses amis : dans la mesure où ils sont également vivants, il les aime ensemble.

(1) Né en 1876 (Éditions du Pavillon).

### LES POÈMES DE NAZIM HIKMET (1)

Il faut répéter, après quelques autres, cette évidence : Nazim Hikmet, écrivain turc, Prix international de la Paix, est vraiment l'un des plus grands poètes de ce temps. Les poèmes que nous présentons Tristram et Hansan Guruch sont, il me semble, aussi beaux, aussi étonnants que ceux de Lorca lui-même.

Hikmet, interné pendant douze ans pour « propagande communiste », puis libéré en juillet 1950 sous la pression de l'opinion publique, chante non seulement les luttes de son peuple, mais le combat de l'homme contre toutes les tyrannies.

« Pas une fois encore dans mes rêves — Je ne suis tombé de la montagne dans l'abîme. » C'est dans sa conviction tenace, dans son bonheur paradoxal au milieu des souffrances (« Je suis heureux, heureux à toute bride »), que Nazim Hikmet trouve les thèmes majeurs de ses poèmes.

Il sait aussi bien dire la complainte du pauvre Yarnaus, qui vendit finalement son noyer pour vivre, que méditer en des rubais comme au XIII<sup>e</sup> siècle le mystique Turc Mevlana Djelaleddin, sur la bien-aimée, la vie et le destin : Chaque jour plus près du destin.

(1) Éditions Françaises Réunies.

## NOTRE LIBRAIRIE

POUR VOS VACANCES (quelques titres sélectionnés)

Pierre ABRAHAM : Tiens bon la rampe	320 »
ARAGON : Les Communistes (Livre V) Tome I	300 »
» Tome II	280 »
Pierre DEBRAY : Un catholique retour de l'U.R.S.S.	150 »
Le Pasteur EXBRAYAT : Témoignage sur Yarovsk	20 »
Yves FARGE : Le Sang de la Corruption	100 »
L. FIGUEROA : Je reviens du Viet-Nam	100 »
FEDOROV : L'obkom clandestin au travail	300 »
» : Ton Paine	180 »
Fernand GRENIER : La Marche Radieuse	200 »
V. INBER : Une place au Soleil	200 »
René JOUGLET : Les paysans	330 »
Paul LANGVIN : La Pensée et l'Action	450 »
MONMousseau Gaston : La Musette de Jean Bréot	180 »
Paul NOÏROT : La guerre n'est pas fatale	250 »
A. STIL : Le premier choc	240 »
Roger VAILLANT : Bon pied, bon œil	300 »
Louis DE VILLEFOSSE : Souvenirs d'un marin de la France libre	360 »

Pour commander un livre au service Librairie, Action, 3, rue des Pyramides, Paris (1<sup>re</sup>), C.P. 101-56, adressez-vous le montant du volume plus 10 francs de frais d'expédition pour le premier livre et 20 francs par volume supplémentaire.

IL NE SERA FAIT AUCUN ENVOI CONTRE REMBOURSEMENT Mais vous pouvez nous commander n'importe quel ouvrage



# L'EGYPTE EST-ELLE NEUTRALISTE ?

NOUS avons remarqué que votre journal publie quelquefois des nouvelles et des articles politiques consacrés au Moyen-Orient, à l'Egypte et à la question du neutralisme arabe. En tant qu'Egyptien soucieux de rapporter la situation véritable dans mon pays et de faire le maximum pour combattre les tendances qui pourraient retarder la libération de mon pays du joug impérialiste, je trouve qu'il est nécessaire d'éclaircir certains aspects du problème. Sans nier les aspects positifs du neutralisme arabe, qui sont surtout dus à la pression exercée par les peuples sur leurs propres gouvernements, il me paraît nécessaire de préciser que le slogan neutraliste et les tendances neutralistes ont commencé depuis quelque temps à jouer un rôle extrêmement dangereux dans la politique intérieure de l'Egypte et des autres pays arabes, en déviant et en affaiblissant la lutte des peuples contre l'impérialisme et ses soutiens.

Au cours de la dernière réunion de la commission des Finances, de la Chambre des députés, le budget de l'Etat égyptien a été examiné. Le ministre de la Défense nationale et le commandant en chef des forces armées, Heidar Pacha, se sont rendus à cette réunion avec un objectif bien précis : d'exercer une pression sur les membres de la commission, afin qu'ils acceptent de doubler les dépenses consacrées à la Défense nationale, c'est-à-dire de les fixer à la somme de 78 millions de livres égyptiennes au lieu de 48 millions (ce qui faisait déjà le quart du budget total), car, selon les paroles mêmes du ministre, « le réarmement partiel n'a aucune valeur ».

Ts ont demandé que la différence de 30 millions de livres soit répartie sur les sommes consacrées à la Santé publique, l'Education, les Assurances Sociales et les projets de construction. Tout naturellement, les membres de la commission ne se sont pas opposés aux vœux exprimés par le ministre, qui représente la volonté du gouvernement, ni à ceux de Heidar Pacha, qui exprime les désirs des milieux militaires, ainsi que celles de très hautes instances. Donc, il est clair que les milieux officiels haut placés en Egypte réclament la mise sur pied d'une armée bien équipée et capable de mener combat dans un délai aussi bref que possible. On sait que les effectifs de l'armée égyptienne ont déjà atteint 60.000 hommes et qu'ils sont destinés à atteindre un chiffre beaucoup plus élevé. Il n'est pas étonnant que la question qui commence à préoccuper le peuple égyptien est : contre qui a-t-on l'intention d'employer cette armée et contre qui seront dirigés les canons, qu'on est en train de lui fournir ? C'est une question qui

ne peut que préoccuper tous ceux qui désirent sincèrement la paix.

Néanmoins, dans la dernière période, les déclarations neutralistes faites par des personnalités politiques égyptiennes sont devenues assez fréquentes. Le moindre qu'on pourrait dire, est que ceci est quelque peu en contradiction avec les préparatifs de défense dans lesquels le gouvernement égyptien s'est fébrilement engagé. Il est donc nécessaire d'analyser ce que les défenseurs du « neutralisme » entendent exactement par ce mot.

Il est nécessaire de préciser dès le début que tous les dirigeants des partis politiques actuels, sans exception, ceux au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition, ont eu des tractations avec les représentants de l'impérialisme britannique ou américain, ont suivi une politique de compromis, sinon une politique de trahison des intérêts nationaux.

Commentons d'abord par le Wafd, qui est à l'heure actuelle le seul parti de masse et qui est au gouvernement. Le dirigeant du parti, Nahas Pacha, président du conseil, est l'auteur du fameux traité de 1936 qui a permis à l'Angleterre de légaliser son occupation militaire du pays jusqu'à l'année 1956 et l'utilisation du territoire égyptien, de ses ports, de ses moyens de communication, de ses aéroports et de ses ressources en cas de guerre ou de danger de guerre. C'est dans une grande mesure grâce à ce traité que l'Angleterre a fait payer à l'Egypte les frais de la deuxième guerre mondiale avec le concours loyal de Nahas Pacha, qui fut président du conseil de 1942 à 1944.

Une fois la guerre contre Rommel terminée, Nahas Pacha fut révoqué par décret royal. Les Anglais n'avaient plus besoin du Wafd, parti de masse qui, au sein du parti, a pu mener la politique qui a suivi et dont l'objectif a été de faire obstacle à la lutte du peuple égyptien pour l'évacuation de la vallée du Nil et pour sa libération totale. Pendant toute cette période, le parti wafdiste et, avec lui, son président Nahas Pacha, restèrent dans l'opposition (pas au sein du parlement, car il avait boycotté les élections de 1944). A maintes reprises, Nahas Pacha a déclaré qu'il n'accepterait jamais d'entamer des négociations avec les Anglais, qu'il rejetait toute évacuation qui serait liée à la conclusion d'un pacte ou d'un traité avec l'impérialisme britannique, qu'il s'opposait avec force à ce que l'Egypte soit liée par une alliance militaire à un des deux blocs en présence. Il a même été jusqu'à « insinuer que le parti wafdiste descendrait dans la rue pour diriger la révolution libératrice.

NOUS recevons d'un de nos amis égyptiens, qui est un militant du Mouvement de la Paix, la correspondance suivante :

Sans mettre en question ses jugements sur tel ou tel aspect de la politique égyptienne, nous estimons cependant nécessaire d'observer que le Mouvement de la Paix ne saurait prendre pour programme l'ensemble de ses positions.

De notre point de vue, où est l'essentiel, qui détermine notre attitude à l'égard de l'Egypte ? C'est le fait que le gouvernement de ce pays s'est refusé à condamner la Chine comme agresseur en Corée. Il n'a pas envoyé de corps expéditionnaire en Extrême-Orient. Jusqu'à présent, il ne s'est pas montré très empressé à entrer dans un bloc de la Méditerranée orientale dirigé contre l'Union Soviétique.

On peut faire toutes critiques au régime de l'Egypte, à ses classes dirigeantes, mais c'est d'abord l'affaire des Egyptiens. En ce qui nous concerne, nous saluons tout acte, toute attitude, toute affirmation qui peuvent faire obstacle aux plans agressifs des expansionnistes américains.

La paix ou la guerre ? Voilà la question. Nous ne demandons à quiconque de partager telle philosophie ou d'embrasser telle religion, de mener telle politique intérieure ou d'aimer les communistes. Nous demandons de faire obstacle aux plans d'agression.

Sans compter qu'au Proche et au Moyen-Orient, où se joue une rude partie, il est trop simple de penser que Britanniques et Américains marchent la main dans la main.

Toutes ces déclarations ont été faites au moment où, en 1946, Sidky Pacha (président du conseil, président de la fédération des industries, auteur d'un coup d'Etat, qui, en 1931, a aboli la Constitution de 1923, amené au pouvoir pour mater le mouvement national) était en pleines négociations avec les Anglais. A la suite de son voyage à Londres, est revenu avec un traité connu sous le nom de ses auteurs Sidky-Bevin, mais malgré les nombreuses déclarations de Nahas Pacha, ce n'est pas le Wafd qui a dirigé la lutte nationale contre ces tentatives et qui est arrivé à briser toutes les manœuvres des impérialistes, c'est une nouvelle direction issue du peuple et appelée « le Comité des ouvriers et des étudiants », qui a commencé la bataille avec les fameuses manifestations du 21 février 1946.

Après la faillite de Sidky Pacha, les Anglais ont eu recours à tous les dirigeants réactionnaires dans la vie politique égyptienne. D'abord Nokrachi Pacha, qui a déclenché la guerre de Palestine, proclamé la loi martiale (qui a subsisté pendant deux ans) et jeté des centaines de patriotes dans les camps de concentration (Nokrachi Pacha était président du Parti Saadiste, expression politique de la grande bourgeoisie égyptienne et sans aucun appui de masse).

Puis son successeur, Abdel Hadi Pacha, qui a déferé les patriotes devant les tribunaux militaires pour les condamner à des peines allant jusqu'à dix ans de prison et sept ans de travaux forcés. Abdel Hadi Pacha fut remplacé par Sirry Pacha (« indépendant » et représentant de la grande bourgeoisie industrielle et financière) qui prépara le retour du Wafd au pouvoir, car les Anglais avaient de nouveau besoin du Wafd pour calmer le mécontentement populaire. Aux élections de janvier 1950, le Wafd remporta une victoire foudroyante. Cinq ans de terreur et les promesses faites

par le Parti Wafdiste avaient amené le peuple à voter pour lui en masse. Rappelons ces promesses : l'évacuation complète et immédiate de la vallée du Nil, pas de négociations et pas de traité ou d'alliance militaire avec l'impérialisme, pas d'alignement aux côtés de l'un des deux blocs en présence, c'est-à-dire une politique de neutralité dans le plein sens de ce mot.

Mais quelle ont été les actes du Parti Wafdiste, après son arrivée au pouvoir :

1. Depuis le premier jour, en fait même avant les élections, des pourparlers ont été engagés avec les Anglais pour la conclusion d'un traité. Ces pourparlers durèrent dix-neuf mois. Le résultat ? Les Anglais sont plus intransigeants qu'ils ne l'étaient avec Sidky Pacha, à qui ils avaient promis l'évacuation en deux ans. Il est clair que ces négociations ne font que le jeu des Anglais qui veulent ou bien arriver à conclure un traité, ou bien maintenir le statu quo aussi longtemps que possible et endormir la vigilance populaire en tergiversant aussi longtemps que possible.

2. Augmentation rapide des forces d'occupation britanniques, qui atteignent aujourd'hui au moins le total de 100.000 hommes, malgré le traité de 1936 qui stipule que les forces d'occupation ne doivent pas dépasser 10.000 hommes.

3. L'extension des bases militaires dans la zone du canal, la construction de nombreux aéroports, dont des aéroports pour bombardiers lourds capables de transporter des bombes atomiques, etc.

4. Les visites continues de généraux et d'experts militaires, telles que la visite du général anglais Montgomery qui s'est entretenu avec les dirigeants des divers partis politiques, notamment Nahas Pacha, et avec le Palais.

5. Des manœuvres militaires communes dans la zone du canal et du désert de Sinaï, au cours desquelles les troupes

égyptiennes et l'aviation égyptienne se trouvaient aux côtés des forces britanniques.

6. L'augmentation rapide des effectifs de l'armée égyptienne et de son équipement par la fourniture d'armes anglaises. La construction d'usines d'armement avec l'aide d'experts venus de l'Angleterre et d'Amérique. La multiplication des missions d'experts militaires auprès de l'armée égyptienne.

7. La signature d'un accord pour l'application du point 4 du Plan Truman pour le développement des pays dits « arriérés ». Le départ de Azzam Pacha (secrétaire de la Ligue arabe) en Grèce et en Turquie pour la conclusion du bloc méditerranéen.

8. La répression féroce exercée contre les patriotes dont des dizaines (200 à peu près) continuent à languir en prison dans des conditions atroces. La lutte acharnée du gouvernement contre les partisans de la paix, les arrestations, la saisie de toutes les brochures et publications, etc.

9. La liquidation progressive des libertés politiques, le maintien de la censure sur la correspondance étrangère et sur les journaux. Pas un jour ne passe sans qu'un des journaux ne soit saisi et sa distribution empêchée. Continuellement, de nouvelles lois accélérées sont votées telles que celles interdisant de publier des nouvelles sur le Palais sans l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur, interdisant de former des associations culturelles, religieuses ou sociales sans la permission du préfet de police, excluant de l'université et condamnant tout étudiant qui participe à des activités politiques, à des manifestations ou à des grèves et ainsi de suite.

10. Le déclenchement d'une campagne de presse visant à préparer les esprits à la guerre. Les journaux débordent de propagande belliste, d'incitation à la haine et à la violence. Ils essaient de représenter la politi-

que agressive de l'Amérique comme une politique de « défense de la civilisation » et incitent à l'anticommunisme et à la guerre contre l'Union Soviétique.

11. La nomination de Heidar Pacha, l'homme des Anglais de puis 1919, à la tête des forces armées égyptiennes. Heidar Pacha a participé aux gouvernements réactionnaires de Nokrachi Pacha, Abdel Hadi Pacha et Sirry Pacha. Aujourd'hui, il est tout-puissant : le ministre de la Défense n'exerce aucun contrôle sur lui. Le parlement non plus, car une loi vient d'être votée qui stipule que les dépenses relatives à la Défense Nationale ne doivent pas être discutées en détail au parlement. En 1936, le budget militaire de l'Egypte ne dépassait pas 7 millions de livres, mais maintenant il atteint 78 millions (78 milliards de francs).

Peut-on considérer une politique pareille comme étant neutraliste dans le vrai sens de ce mot ? Est-ce que ces actes concordent avec les déclarations neutralistes des milieux gouvernementaux ? Est-ce qu'une politique pareille ne comporte pas la participation de l'Egypte aux côtés de l'Angleterre et de l'Amérique dans une guerre d'agression et l'emploi des soldats égyptiens comme chair à canon ?

Mais à part le Wafd il existe d'autres groupements politiques qui parlent du neutralisme : Abdel Hadi Pacha (prési-

dent du Parti Saadiste), Heikal Pacha (président du Parti Libéral constitutionnel, parti des grands propriétaires fonciers) qui a un moment même réclama le rattachement pur et simple de l'Egypte à la coalition américaine. Puis Hafez Ramadan Pacha, président du Parti nationaliste, qui est en liaison étroite avec l'ambassade américaine et qui, après avoir publié une déclaration neutraliste en commun avec Metram Ebeid Pacha (président du Parti Kotia) réclama le remplacement des troupes anglaises par « des troupes anglaises et américaines ». Toutes ces affirmations de « neutralisme » ne représentent en fait qu'une tentative d'égarer l'opinion publique en dissimulant une politique de coopération avec l'impérialisme. Elles sont un signe de l'éveil politique des masses qui se fait dans le pays et qui empêche les serviteurs fidèles de l'impérialisme de prêcher ouvertement la coopération avec les U.S.A.

Ce que nous venons d'exposer est le premier aspect de la question du neutralisme en Egypte ou plutôt l'aspect négatif. Un autre aspect très important et qui pourrait être l'avenir de conséquences pour l'avenir de la lutte nationale en Egypte est le suivant : il n'y a pas de doute que si les Anglais ont accepté l'arrivée du Wafd au pouvoir, ils l'ont fait malgré eux, pour apaiser une opinion publique sur le point de susciter une véritable explosion. Le Parti Wafdiste représente plusieurs désavantages pour les Britanniques. D'abord, c'est un parti de masse particulièrement sensible à la pression de sa base et de l'opinion publique, ayant en son sein et même dans ses organismes dirigeants des tendances libérales assez nettes, une certaine tradition démocratique, des liaisons avec le peuple par suite de ses promesses de libération nationale. Sur le plan des événements politiques, ceci s'est manifesté par la position de l'Egypte dans le conflit coréen, et vis-à-vis des problèmes de l'Extrême-Orient. Il serait sans doute convenable pour les Anglais de trouver une équipe plus disposée à l'obéissance totale à leurs exigences. Mais les vieilles équipes politiques ont été plus

ou moins démasquées aux yeux du peuple, il faudrait en trouver d'autres et surtout des groupements qui pourraient disposer d'un certain appui populaire. Ahmed Hussein, dirigeant fasciste depuis 1935 et président du Parti Socialiste, mène aujourd'hui une campagne effrénée contre les agissements antidémocratiques du mouvement wafdiste, contre la corruption et en faveur de l'élévation du niveau de vie des masses populaires. Sur le plan extérieur, il préconise une politique de neutralité, mais il se garde bien de lancer des attaques contre les impérialistes anglais ou américains. Le journal *El Bombour El Masri*, dont la diffusion augmente continuellement, suit la même politique. La fausse neutralité gagne et peut gagner encore des adhérents.

La seule manifestation organisée du courant neutraliste est celle représentée par le Comité supérieur du Parti Nationaliste (qui est la direction effective de la base de ce parti et est composée de personnalités libérales) et son organe *El Litwaj El Bidl*.

Tout ceci ne veut pas dire que le courant neutraliste en Egypte est faible. Au contraire, les positions prises par le Wafd avant les élections, l'attitude du gouvernement wafdiste vis-à-vis du problème coréen, son hésitation à signer un traité avec l'Angleterre ou à s'associer avec les pays du Moyen-Orient dans un pacte militaire lié à l'impérialisme anglo-américain sont des preuves éclatantes de l'ampleur des aspirations des masses et de la force du mouvement neutraliste dans la base wafdiste et même parmi une minorité importante des députés wafdistes qui se sont opposés vigoureusement à toute tentative de conclure un pacte ou une alliance avec l'impérialisme.

La formation et l'extension du mouvement des Partisans de la Paix en Egypte et le renforcement du courant neutraliste gagneront des couches sociales de plus en plus larges à l'idéal de la coexistence pacifique entre les peuples et les gouvernements et imposent au gouvernement wafdiste une politique véritablement neutraliste, une politique de paix.

## UN COMMIS DU GOUVERNEMENT

(Conversation véridique avec un interlocuteur dont le lecteur donnera l'identité)

L a une tête de morse attristée par la perte de ses moustaches. Les 4 galons de son uniforme bleu sombre couvrent un corps étroit aux muscles pauvres qu'il a dû porter à travers l'existence d'aigreur en amertume et sans beaucoup de plaisir. Voilà qu'à présent, depuis des années, la vie des hommes est entre ses mains. Il s'assied dans sa chaise de magistrat debout » à la droite du tribunal. En face de lui, il y a des hommes.

Contre eux, il doit exprimer l'opinion du gouvernement, il est « commis par le gouvernement » pour le faire. — Madame, me dit-il, un jour que l'envernement de toucher au but lui arracha des confidences, entre vous, moi et le bec de corne, les gouvernements je les jauge à leur juste valeur, je m'en moque ; j'en ai tant vu passer... J'ai toujours exécuté leurs ordres. Ils me disaient : « Ceux-ci doivent être accusés de trahison, de férocité, de terrorisme, de désobéissance, etc., etc., eh bien, oui, si vous voulez, de démolition de l'armée... »

Je me suis permis un coq à l'âne.

— J'ai un ami condamné à mort par un tribunal maritime, vers 1941 ou 42. Peu de mes amis sont aussi vivants.

Subtil, le morse triste à quatre galons, qui ne brillait guère à l'époque de ses études, saisis pourtant l'allusion.

— Eh justement, Madame, dit-il d'un air de fausse et noble résignation (un air « victime du devoir » pour mélodrame de la porte Saint-Martin), qui me dit que notre accusé d'aujourd'hui ne sera pas ministre, demain ?

— Je ne sais pas qui vous le dit, pas moi en tous cas... Et alors, que se passerait-il ?

L'officier supérieur promu à l'accusation publique revêt devant ses yeux les patriotes des temps déjà lointains où les amiraux se nommaient Darlan, Platon, Esteva, où le corps tuméfié de la patrie était bien heureusement soumis à un maréchal et où, lui, exécutait déjà les mêmes œuvres :

— Je ne sais pas ce qui se passera, cette fois, dit-il.

Puis, tirant une leçon hâtive de son impunité, il ajouta : « Les patriotes étaient bien heureux d'être soumis à un moment de révolte impuissante ?

Le morse, pris au jeu, se réfugia dans la psychologie et l'étude de ses propres états d'âme.

— En sommes, dis-je, actuellement, le gouvernement vous « commet » pour demander la répression la plus sévère possible du délit d'opinion.

— Quel vilain mot, s'écria le morse en écarquillant ses yeux plissés, arrondis àvides... D'opinion... ça n'existe pas en France. Vous voulez dire le « péché contre l'esprit ».

Je lui rappelai qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, des dames précieuses et savantes en eurent assez de la grossièreté des mots ordinaires employés par tous les Français, depuis les crocheteurs des halles jusqu'à Rabelais. Au lieu de dire : « Apportez des fauteuils », elles commandaient : « Voitez ici les commodités de la conversation ».

Le « commis par le gouvernement » se montra choqué de la comparaison.

— Le péché contre l'esprit, me dit-il, signifie, en fait, autre chose que votre délit d'opinion. C'est la contestation des vérités établies par les autorités, c'est l'hérésie. Toutes les religions ont poursuivi l'hérétique et tous les Etats.

Je me suis rappelée ce que je savais de la caste de mon interlocuteur, assez purement conservée depuis les émigrés de l'ancien régime. Il semble que depuis Colbert, ces messieurs aient beaucoup oublié, mais rien d'autre.

— Servitude ? Peut-être, en effet.

Le tribunal revenait pour rendre son verdict, conforme à ce qu'avait indiqué le morse « commis par les gouvernements » de l'époque de Pétain à l'époque de Gaulle.

Les condamnés ne saluent plus à la romaine.

Les condamnés ont pour eux des millions de mémoires, dont aucune n'oublie.

à cette barre, il y avait deux de mes amis, d'écouter d'écouter l'un fut mon camarade. Je lui ai dit : « Tu peux me tutoyer. »

— Vous l'avez même dit juste après lui avoir tendu un piège sur le problème de la désobéissance.

— Et lui m'a traité...

le commissaire du gouvernement ». Ce que vous êtes...

Le morse qui, la veille, avait étalé devant nous toute l'étendue de sa culture littéraire qui va de Vigny à René Bazin et de Musset aux « champs catalaniques », jette :

— C'est cornélien.

— Laissez Cornélie, commandant, il n'a jamais justifié les lâches. Je constate que l'honneur privé pense sur plusieurs points le contraire de ce qu'a exprimé l'homme public. Croyez-vous que cela provoque une grande estime pour l'être humain en question ?

L'injure était directe. L'accepta-t-elle ? dit-il.

Hélas ! Je suis sans doute, Madame, une incarnation des héros de Vigny... « Servitude et grandeur militaires ».

— Servitude ? Peut-être, en effet.

Le tribunal revenait pour rendre son verdict, conforme à ce qu'avait indiqué le morse « commis par les gouvernements » de l'époque de Pétain à l'époque de Gaulle.

Les condamnés ne saluent plus à la romaine.

Les condamnés ont pour eux des millions de mémoires, dont aucune n'oublie.

DOMINIQUE DESANTI.

## LES ECHANGES EST-OUEST SONT SOUHAITABLES ET POSSIBLES

L 'OPINION publique française garde en sa mémoire le souvenir encore récent du voyage de M. le président de la République aux Etats-Unis et au Canada.

Elle se souvient que M. Vincent Auriol demanda de façon pressante à M. de Saint-Laurent, premier ministre canadien, l'en voir rapide d'un tonnage important de papier journal à notre pays.

Cette information, non accompagnée de commentaires, n'était que le reflet et la conclusion provisoire d'une situation générale alarmante dans l'industrie papetière, et plus particulièrement inquiétante dans la catégorie du papier journal.

Les usines de cellulose, pour la fabrication des pâtes à papier, à l'exception des pâtes mécaniques, sont tellement insuffisantes qu'elles sont contraintes d'importer plus de 60 % des pâtes chimiques nécessaires aux besoins de notre pays.

De même, si nous n'importons que 21 % de nos besoins en pâtes mécaniques, celles que nous produisons nationalement sont produites, pour un pourcentage très élevé, avec des bois de provenance étrangère.

Cela nous permet d'affirmer que sur 160 kilos de papier fabriqué en France, 86 à 90 kilos le sont avec des matières premières d'importation.

Le caractère de gravité d'une pareille situation est double : d'une part, la stabilité de nos possibilités d'approvisionnement se trouve étroitement liée à la conjoncture internationale ; d'autre part, l'incidence des règlements nécessairement effectués à l'occasion de ces importations, pèse assez lourdement sur la balance générale de nos paiements.

Les principaux fournisseurs de la France, tant en pâtes chimiques qu'en mécaniques qu'en

bois destinés aux fabrications de ces pâtes, étaient, jusqu'en 1939, les pays scandinaves.

L'application stricte des dispositions du plan Marshall à notre pays eut pour résultat immédiat de nous interdire l'importation de ces matières premières en provenance des pays de l'Est. D'où l'obligation de nous tourner exclusivement en direction des Etats producteurs de la zone dollar et sterling.

Nos besoins spécifiques de papiers de presse, pour ne parler que de cette catégorie, sont, à ce jour, de 25.000 tonnes ; nos possibilités de fabrication sont de l'ordre de 28.000-29.000 tonnes.

Or, la France produit par ailleurs environ 29 millions de tonnes de paille, dont 18 millions sont absorbés par les besoins agricoles. D'où un excédent de 5 millions de tonnes de paille que nous pourrions transformer en 2-3 millions de papier journal.

C'est ici que viennent se placer les conséquences redoutables de l'obligation des importations unilatérales, acceptées par nos gouvernements.

Toute tension internationale,

toute menace de guerre venant à se produire, provoquent l'isolement de la France, l'absence de toute dilution considérable des besoins mondiaux en pâtes à papier ou pâtes de cellulose, pour la raison très simple que si la cellulose sert à la fabrication du papier, elle sert également à la création d'un explosif puissant : la nitro-cellulose.

Elle tend de même au confinement des pâtes de cellulose, à l'échelle mondiale, en vue du réarmement général.

La conséquence directe en est la montée en flèche des cours des pâtes à papier. Dès le lendemain de la guerre de Corée, les marchés scandinaves, nos principaux fournisseurs, ont été monopolisés par les U.S.A.

Au mois d'octobre 1949, la tonne de pâte blanche au bisulfite, était de l'ordre de 22.000 francs. Dès juillet 1950, son prix passe à 34.000 francs. Il atteint actuellement le cours de 150.000 francs. Rien ne permet de dire que le plafond est atteint.

Ces prix sont légèrement atténués par la péréquation, c'est-à-dire la pondération découlant de l'introduction des pâtes fabriquées en France.

La fabrication du papier journal en France dépend de cinq usines spécialisées, dont l'activité constitue un monopole de fait. Ces usines, pour la plupart, ont été construites en partie avec l'aide financière de l'Etat. Leur possibilité de production est de l'ordre mensuel de 25.000 tonnes, suffisant ainsi aux besoins en papier de presse.

Seulement, devant la rareté grandissante du papier en général, et de l'orientation vers des cours très élevés, ces usines ont tendance à éliminer la fabrication du papier journal, pour entreprendre la fabrication d'autres catégories de papier, supportant un régime de prix en liberté contrôlée, c'est-à-dire un régime beaucoup plus souple.

Le prix du papier journal est, en effet, rigoureusement taxé, et son utilisation contrôlée strictement dirigée vers la presse.

Nous aurons une idée finale du marché, lorsque nous saurons

rons que le gouvernement prélève, qu'il appelle une prime de conjoncture, de l'ordre de 5 % sur les pâtes mécaniques, de 10 % sur les pâtes chimiques et de 5 % sur les papiers et cartons, à l'exception du papier journal, qui ne supporte qu'une taxe de 1 franc au kilo, valeur absolue. Le produit de ces taxes représente 1.500.000.000 de francs par an pour les pâtes, 3.500.000.000 de francs pour le papier. Soit une somme de 5 milliards de francs par an, dont la gestion est laissée aux organismes patronaux.

Ces sommes sont destinées, dans l'esprit du législateur, à permettre soit la création de nouvelles usines, soit le renouvellement du matériel de fabrication de l'ensemble des usines papeteries en France, lesquelles sont extrêmement non-augmentées.

Aucune application n'a encore été faite de ce dispositif d'auto-financement. L'une des conséquences d'un pareil état de faits, et non des moindres, ce sont les restrictions apportées à la liberté de la presse.

Le Monde du 25 juillet les dénonçait dans un article publié en première page, dans les termes suivants :

« Crise du papier et liberté de la presse. L'an dernier, à pareille époque, les attributions de papier aux journaux étaient réduites de 20 %. Cette année, la crise est plus grave encore et s'accompagne d'une hausse vertigineuse des prix. La cote professionnelle des papiers de presse ayant réduit de 25 % ses livraisons, Le Monde devra donc, comme l'an dernier, paraître tantôt sur 12 pages et tantôt sur 8 pendant la période des vacances.

« Ajoutons que le papier n'est pas du tout introuvable. On en offrait encore, il y a quelques jours, à 131.000 francs la tonne (au lieu de 7.000 au début de 1945). L'accroissement de la consommation, mais aussi de multiples et savantes spéculations, ont abouti à ce résultat, qui éloigne tous les jours un nombre croissant d'entreprises de presse des méthodes d'une saine gestion commerciale. On peut multiplier conférences et rapports sur la liberté de la presse, celle-ci prend de plus en plus le visage de l'argent... »

« Peut-on soupçonner Le Monde d'éprouver de partielles affinités pour l'opposition gouvernementale ? Et bien plus encore pour les pays de l'Est encore, dont les régimes politiques sont, en fait, plus journal à long-cour de colonnes ? »

Ces lignes révélatrices, dont le caractère prend la valeur

d'un véritable réquisitoire, ne laissent-elles pas transparaître de secrets desirs ?

Les pouvoirs publics, tôt ou tard, seront amenés à se pencher sur le problème du papier en France. Le ministre de l'Information ne peut ignorer que les solutions ne peuvent être autres que celles qui conduiront au rétablissement d'échanges normaux avec toutes les puissances exportatrices de pâtes à papier.

La possibilité enfin rétablie pour nos usines de papier, les achats indispensables en Finlande, en Tchécoslovaquie, en Russie soviétique, de pâtes de bois, non susceptibles de règlement en dollars et la faculté de les balancer par l'exportation de produits manufacturés dont les nations de l'Est et de l'Extrême-Orient ont de pressants besoins, déclencherait la baisse immédiate des cours.

Notre documentation dans ce domaine ne sera complète qu'au moment où nous saurons que la fabrication du papier nécessite un tonnage de charbon équivalent à la quantité de papier produite, soit un kilo de charbon pour un kilo de papier.

Le gouvernement polonais est prêt à tout instant à nous céder l'appoint d'extraction nécessaire à nos industries, en échange de livraisons de produits ouverts, complémentaires de sa production nationale.

Lorsque nous savons que nous importons de la Ruhr, notamment, les tonnages de charbon qui nous font défaut, que nous régions ce charbon sur la base du dollar, nous aurons fermé le cycle des raisons impérieuses qui militent en faveur de la reprise des échanges avec les pays de l'Est, dans l'industrie papetière française.

Il nous faut tenir compte, également, du climat politique international. En l'état de tension présente, nous aurons à vaincre, au cours d'éventuelles négociations, les appréhensions de ces pays de l'Est, qui peuvent craindre, à juste titre, l'utilisation des pâtes exportées en échange de livraisons d'explosifs ou bien la libération correspondante en poids de pâtes françaises, destinées au même usage.

Ce n'est donc que dans le cadre et la poursuite conséquente d'une politique d'apaisement général des esprits et de pourparlers en vue du règlement pacifique des conflits en cours ou latents, que peut se régler, entre autres, le grave problème de la production du papier de presse en France.

JACQUES LEMAN.

## Vient de paraître ETUDES SOVIÉTIQUES

Au sommaire :

Qu'en pense M. Morrison ? : « Pravda » ; Les bases U.S. dans le Monde. Les monopoles américains lancent les revanchards de Bonn : D. Meinkow ; Les pays capitalistes en pleine crise mondiale : I. Kronrod ; Les peuples veulent une vraie paix avec le Japon : I. Zviaginsk ; John Graham vainqueur des crabes : D. Zaslavski ; Remise des prix Staline de la Paix à Mme Eugénie Cotton et au professeur Joliot-Curie ; Moscou salue Paris à l'occasion de son bimillénaire ; Oui, Lénine avait raison : M. Marinine ; Les feux de la Volga : V. Rybnikov ; Reconstructions et urbanisme en Biélorussie : I. Oucherenko ; La « Grande Boucle » du métro de Moscou : V. Trofimov ;

L'accouchement sans douleurs : Dora Belenkaja ; Les joies du repos : I. Ozerov ; L'assaut du Caucase : E. Simonov ; Les vacances de Macha : Conte de L. Lench ; De Michourine à Lysenko : I. Glouchchenko ; Un livre italien sur les démocrates russes du 19<sup>e</sup> siècle : A. Denisov ; Ivan Chadrin, sculpteur soviétique : A. Sokolova ; Le météorite de la Tougousska : A. Mikhaïlov ; Ouvriers-Ecrivains : N. Karintsev ; Cinéma : Les Mineurs du Donbass : I. Batohelie ; Théâtre : Au milieu du siècle (fin) : L. Chénine ; Philatélie : La poste soviétique en U. R. S. S., Echec.

Etudes Soviétiques. Prix : 35 francs. En vente au C.D.L.P. 142, Boul. Diderot PARIS-12<sup>e</sup>. Remise de 30 % aux diffuseurs.

LA VIE ILLUSTRÉE DU Héros DE LA PAIX

HENRI MARTIN

dessinée par J. NARET et MITTELBERG



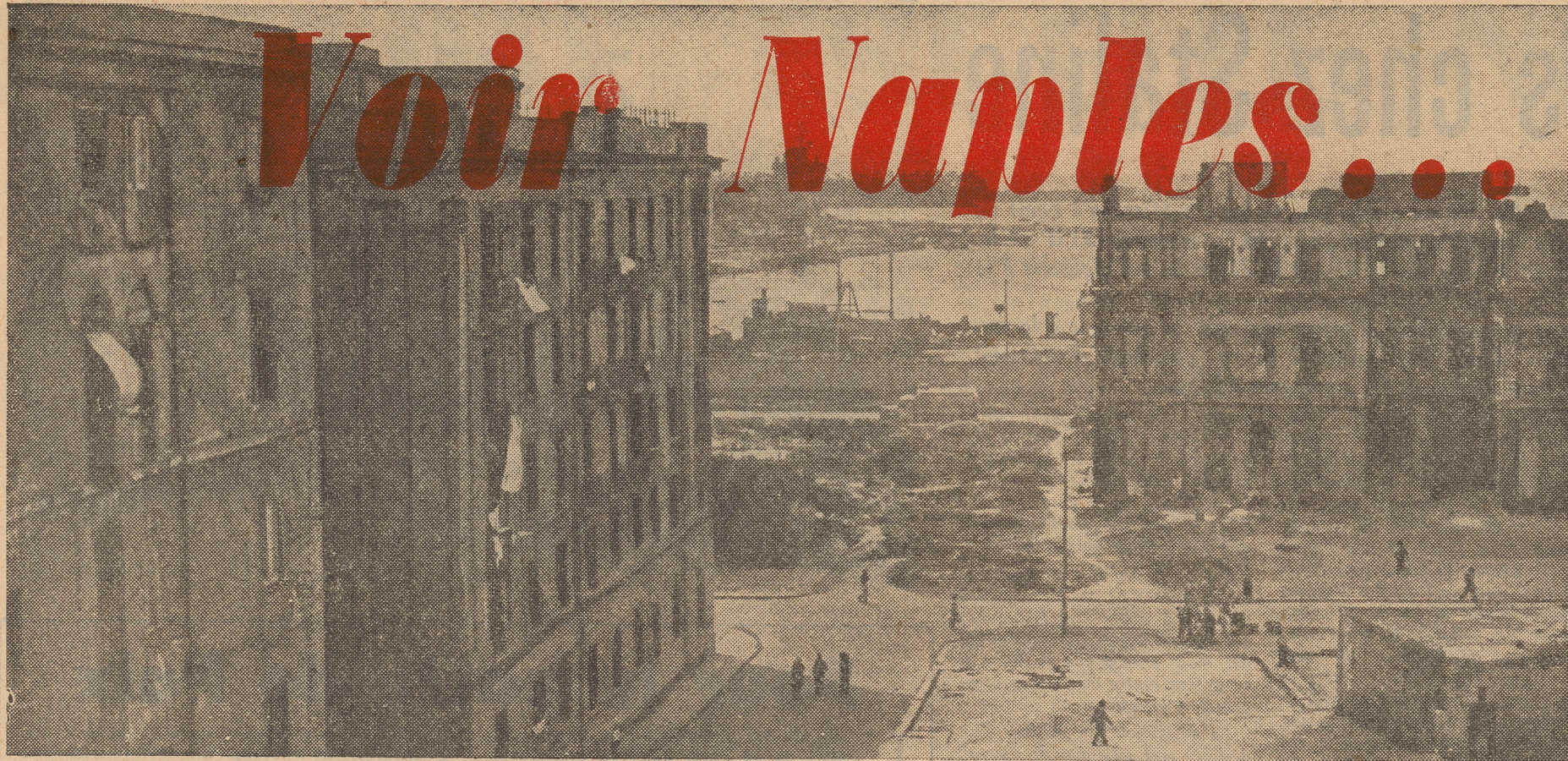
CHAQUE SEMAINE DANS "regards"







# Voir Naples...



## UN REPORTAGE DE VIOLETTE ADAMS

**V**OIR Naples et mourir... Ah ! mais non !... Qu'un ami de Shermann ait réussi la performance ne m'empêche pas d'y passer mes vacances. C'est sale, c'est vrai... Les gosses grouillent nus-pieds, dans les rues, et sont adorables... Les filles sont belles avec leurs grands yeux, leur teint mat, leurs cheveux plaqués de brillantine... Les femmes discutent d'une voix criarde de fenêtre à fenêtre... Les hommes ont l'air de vouloir s'entretenir, alors qu'ils ne parlent que de la pluie ou du beau temps... Les maisons sont surpeuplées... Ça c'est Naples et j'aime bien Naples...

La vedette se faufile entre d'énormes masses grises de fer et d'acier. Sur leurs tours, flotte la bannière étoilée des U.S.A. Je reste interdite... Alors, rien n'a changé ici ?... J'ai hâte de gagner la ville.

La jument de mon fiacre n'aime pas les côtes. De sa propre initiative, elle tourne la Piazza Mercato et me dépose finalement dans le minuscule passage Vico Carbonari, devant l'albergo où j'ai vécu en 1944 quand les armées alliées pénétraient encore devant Cassino, et quand, chaque matin, à mon bureau, je classais les fiches des vivants et des morts.

— Mamma mia ! La signora francese !... (Bonne mère ! La Française.)

Les 90 kilos d'Antonia se jettent sur moi, m'écrasent, m'embrassent, gloussent et posent des centaines de questions. Puis elle s'élançait vers la cuisine. Sans avoir demandé mon avis, elle rapporte un énorme plat de pastasciutta, des poivrons, du gorgonzola, du pain et un fiasco de vin blanc. Un gros matou saute sur mes genoux. Tombolo, le chat, qui porte un nom de bandit napolitain, m'a reconnue.

Désobéissant, je me mêle à la conversation de quelques clients, qui mangent à la table voisine :

— Et comment va Naples ?... Cela fait longtemps que je ne l'ai pas vue !

— Naples ?... Madonna ! (C'est une femme qui parle et se signe.) Vous êtes venue par bateau ?... Vous avez vu le port ?... Eh bien ! toute la ville est comme ça... Je n'ose pas sortir sans mon mari... Je ne veux pas me faire relever les jupes par les Américains, qui traînent dans les rues !

Et le mari ajoute :  
— Et le soir, quand ils sont ivres, on ne peut plus sortir du tout.

### Il était une fois...

Je suis montée sur le Vomero, d'où l'on découvre toute la baie de Naples, Sorrento, les îles de Capri et d'Ischia, ces îles et ces montagnes qui baignent dans une brume bleue, qu'on ne voit nulle part ailleurs.

Le Vésuve ne disait rien. Au-dessus de sa vieille tête, il y avait tout juste le panache du beau temps. Au-dessous de moi, il y avait le port, qui est tou-

jours en ruine. Il y a plus de bateaux de guerre que jamais. A la Santa Lucia, j'ai cherché vainement les petits bateaux qui se louent à l'heure et ceux des pêcheurs qui vous prennent à bord, même sans payer. J'ai cherché longtemps et les ai trouvés finalement serrés les uns contre les autres dans un coin misérable de la baie.

— Si, Signora !... autrefois c'était la saison pour nous, mais maintenant... (de son large geste napolitain, il désigne deux vedettes, qui se détachent des flancs gris fer de deux torpilleurs ; on distingue nettement les bonnets blancs des matelots américains et comme la voix porte loin sur l'eau, des sons navals parviennent jusqu'à nous) ...ils viennent tous les jours par centaines. On leur a interdit la haute ville alors c'est le port qui trinque... Ah ! Signora... Autrefois !...

Combien de fois j'ai entendu cela. Je l'ai même entendu des marins américains, qui erraient dans les jardins du Palais-Royal. C'étaient des « anciens », ils étaient déjà venus une fois... en libérateurs.

### E ce ne costa lacreme st' America a nuje Napulitane...

Je suis entrée dans ma pizzeria préférée. L'homme, devant l'énorme four, commence à brasser la pâte. On trouve dans une pizzeria des gens de toutes classes sociales, qui mangent cette tarte au fromage, aux tomates et aux olives qui donne soif et fait boire le vin blanc. La pizzeria donne directement sur la rue.

Tout à coup la conversation animée cesse. Les joueurs de « morra » s'arrêtent, le poing fermé en l'air. De la rue monte, dans le plus pur napolitain : « Mo' arrivano... pe'ffa' vedè »... (Les voilà qui rappliquent.) Devant la porte passent deux M.P. de la marine américaine, pleins de superbe, mais on dirait qu'ils sentent l'hostilité de ces gens si hospitaliers.

Mon voisin de table (je ne mets pas longtemps pour savoir qu'il est représentant en confection) me dit :

— Vous savez, vous pouvez leur parler en italien à ceux-là... il n'y a pas si longtemps qu'ils

étaient encore Italiens. Mais, aujourd'hui, c'est précisément eux, qui sont les pires. Vous n'avez qu'à voir ma cliente de la via Capitelli qu'on a dévalisée ou la marchand ambulante de la Piazza Municipio, qu'on a blessé d'un coup de couteau... Et comment trouvez-vous Naples ?

— Moi ? Ça sent le port de débarkement... ça sent la colonie, ça me donne la sale impression que la guerre n'a jamais pris fin.

— Oui, cela n'a pas beaucoup changé, mais, nous, les Napolitains, nous qu'on appelle des lazaroni (paresseux), nous avons changé, et nous avons beaucoup changé. Si vous voulez venir avec moi, je vous montrera...

Et d'un air quelque peu ironique, il ajoute :

— Vous ne risquez rien, Signora, je ne suis pas Américain.

Dans les petites ruelles, le linge sèche sur des cordes tendues d'une maison à l'autre. On couche à six ou à sept dans chaque chambre, et on cherche l'eau dans la rue, à la fontaine.

Nous sommes arrivés à la section du « Comité de la Paix » de la Piazza Mercato, qui fut « le cœur noble et misérable » de Naples et où habita Masaniello, ce simple pêcheur, qui tenta de délivrer Naples du joug espagnol.

Aujourd'hui, les sans-logis y vivent dans des baraques de tôle et de carton.

La maison où habite le « Comité de la Paix » est en ruine. Les premiers mots que j'entends en descendant l'escalier sont ceux d'une femme qui parle :

— E ce ne costa lacreme st'America a nuje Napulitane... (Que de larmes l'Amérique nous coûte, à nous, Napolitains !)

### Naples se meurt mais ne se rend pas

— Les chômeurs se comptent par centaines de milliers, les sans-logis par dizaines de milliers, comme les gosses tuberculeux...

C'est un tout jeune, dans une combinaison américaine rafistolée, qui me dit cela et il précise :

— L'industrie de Naples est morte, le port est mort. Les usines marchent au ralenti comme la Gaslini, la Bufola, la Corradini, l'Omf, l'Ansaldo, la Navalmeccanica. Un de ces jours, on les fermera. Ce n'est pourtant pas la faute des ouvriers. Il y a, dans les environs, des usines qu'ils reconstruisent pour retrouver leur gagne-pain.

— Qui ? Interrompt un grand vieillard. Dans les campagnes, cela ne va pas mieux... Depuis que j'étais assez grand pour tourner une roue, j'ai travaillé le chanvre. Aujourd'hui, c'est mort. Notre sort est lié à la volonté des cotonniers américains.

— Et que faites-vous pour la défense de la paix ? demandai-je.

On travaille, on fait ce qu'on peut, on fait tellement, que même à la Chambre le sénateur Labriola a dit : Naples empêchera les forces des U.S.A. d'agir dans le pays.

On fait comme vous en France, on le fait à l'italienne, on va de porte en porte, on fait des réunions des sans-logis sur les places publiques ; dans les maisons, on se réunit dans les caves ou dans les appartements si on peut... (C'est une femme qui me parle.)

— J'ai vu dans nos réunions non seulement des professeurs de l'Université, des intellectuels, mais même des prêtres. Et nous, les femmes, ajoutet-elle avec fierté, nous n'avons pas la plus petite part là-dans, nous allons jusqu'à chanter, dans les cours, les chansons de la paix.

(Qui connaît l'Italie du Sud sait quelle force de courage, il faut aux femmes pour faire cela.)

Nous sortons et à quatre nous descendons le Corso Umberto et

Ci-dessus : Piazza degli Abruzzi. Un aspect du port de Naples. Au fond, les bâtiments américains, dont un porte-avions. Ci-dessous : le Comité de la Paix. Section Mercato. De la maison, il ne subsiste que la cave, qui sert également aux locataires et aux sans-logis.



la via Roma, où la nouvelle richesse côtoie l'éternelle pauvreté.

De la musique s'échappe des restaurants de luxe, des officiers américains se promènent, les chômeurs regardent les vitrines surchargées, des filles de 16 ans se vendent au plus offrant, les sans-logis cherchent toujours un abri, ceux qui veulent la paix luttent durement pour la paix. Ça c'est Naples.

En tournant un coin de rue, nous apercevons le Vésuve qui fume paisiblement :

— Il a craché, le Vieux, quand les Américains ont débarqué. Lui, il savait probablement pourquoi... Nous, on l'a appris plus tard, me dit en riant le jeune docteur qui est à ma droite.

On ne meurt pas en voyant Naples. Mais on est en train de tuer Naples.

Ci-contre : Dans une rue de Naples. Ci-dessous : la Piazza Mercato, cœur « noble et misérable » de Naples, aujourd'hui refuge des sans-abri.



# ACTION

## LA DEMOCRATIE A LAWRENCE

(KANSAS)

**L**A petite ville de Lawrence, dans le Kansas, est depuis quelque temps en émoi. Les limiers du F.B.I. sont sur les dents, à la recherche d'audacieux espions qui, un petit matin, ont distribué dans les rues un tract intitulé : Chaque bombe lancée en Corée détruit une habitation américaine. Le tract explique ensuite qu'en raison du coût du réarmement et de la production de guerre, les fournitures d'acier et des autres matériels destinés à la construction de maisons d'habitation à bon marché ont été sensiblement réduites.

« L'acier qui sert à fabriquer des avions et des bombes utilisées à la destruction des maisons et des écoles en Corée est le même acier qui serait autrement utilisé à la construction d'habitations décentes pour les citoyens américains vivant actuellement dans des logements vieux, délabrés, infestés de rats, dans les taudis où croît le crime... La guerre, moderne approuve la défaite aux deux camps. Nous manquons les véritables objectifs — prospérité, progrès, une vie libre heureuse chez nous et dans les autres pays — objectifs pour lesquels nous sommes supposés combattre. »

Le tract exhorte ensuite les Américains à se prononcer pour la fin de la guerre et à faire quelque chose dans ce sens aujourd'hui même.

Pour les limiers du F.B.I., il ne fait aucun doute que ce sont des communistes qui ont rédigé et distribué ce tract.

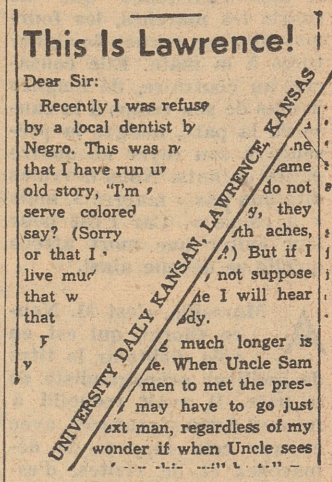
Il faut dire, si on en croit le Lawrence Daily Journal-World, que les distributeurs du tract ont fait preuve d'une habileté tout simplement diabolique. C'est ainsi que le chef local du F.B.I., M. John Ingalls, a révélé que, dans certains secteurs de l'Ouest de la ville, on avait vu des hommes se glisser, à 11 h. 30 du soir, de porte en porte, pour glisser les tracts dans les habitations. Un car de la police fut d'ailleurs envoyé immédiatement aux endroits suspects, mais les agents ne découvrirent rien — ce que le même journal n'est pas loin de trouver étrange. Ces agents du F.B.I. seraient-ils... ? Terrible appréhension !

Certains de ces tracts ont même été déposés dans les boîtes postales individuelles et le Journal-World publie la lettre d'un des lecteurs « forcés » du tract qui estime que vraiment la rédaction en est très habile. Mais les distributeurs courent toujours ; ni l'imprimerie, ni les rédacteurs n'ont été découverts.

Puisque nous sommes à Lawrence, citons la lettre qu'un

journaliste noir vient d'adresser à un quotidien de Lawrence, le University Daily Kansan :

« Récemment, je me suis vu refuser des soins dentaires par un dentiste local parce que je suis noir. Ce n'est pas la première fois que j'entends cette vieille histoire : « Tous mes regrets, mais ici nous ne servons pas les hommes de couleur. » Regrets de quoi ? De ce que j'ai mal aux dents ou de ce que ma peau est noire ? ...Mais l'Etat regarde-t-il la couleur de ma peau lorsqu'il a besoin de moi ? ...Je pense que je me battrais comme les autres, mais mon cœur n'y sera pas. Je me souviendrai de cet homme de la rue Massachusetts, qui ne voulait pas soigner mon mal de dents... de cet homme qui ne voulait pas me laisser entrer dans son restaurant... de cet autre qui ne voulait pas me servir dans son magasin... de cet autre qui ne voulait pas me laisser jouer à sa machine à sous... de cet autre



qui voulait bien me laisser entrer dans son théâtre, mais à la seule condition que je prenne place sur des fauteuils peints d'une couleur spéciale et réservés aux gens de couleur... Et le journaliste noir, M. Charles R. Price, termine sa lettre en demandant : « Je combats pour la démocratie ? Mais si c'est pour la démocratie que je dois me battre et peut-être mourir, pourquoi ne puis-je obtenir, avant d'être installé sous les pieds de terre, un peu de cette démocratie ? »



## UN ANNIVERSAIRE qui n'a pas été célébré

**O**n se montre très chatouilleux en Allemagne occidentale sur l'honneur du soldat. Aussi n'a-t-on parlé ni officiellement, ni officieusement, de l'attentat manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944, ni de la répression qui suivit et fit quelques ravages dans les rangs des officiers supérieurs.

Sur les véritables buts des conspirateurs du groupe « Gerdler », un livre écrit par quelqu'un, qui doit forcément être renseigné, nous donne des éclaircissements. C'est *Conspiration en Allemagne*, de Allen-W. Dulles, qui était, dès 1942, à Berne, chef de l'« Office of Strategic Service », c'est-à-dire du centre du contre-espionnage américain.

Nous donnons ci-après quelques extraits de ce livre :

« Le groupe n'était prêt à agir qu'à condition de recevoir des puissances occidentales l'assurance qu'après la disparition des nazis, il puisse entrer en pourparlers directs avec les Anglo-Saxons pour décider de la marche à suivre. Le groupe avait un intérêt particulier à traiter directement avec Washington et Londres et à ne pas être obligé d'entrer en contact avec Moscou. Le motif principal de leur acte était le désir fervent d'éviter à l'Europe centrale de tomber idéologiquement et pratiquement sous le règne russe. »

« La plus grande partie des conspirateurs était pour l'Angleterre et les Etats-Unis et certains espéraient même qu'après la disparition d'Hitler, ils n'auraient à capituler que devant les forces occidentales et pourraient continuer la guerre contre les Soviets... »

D'après Allen Dulles, d'autres milieux étaient inquiets et se posaient la question de savoir quelle serait l'orientation de l'Allemagne après la disparition d'Hitler... « Vers Noël 1942, se rencontraient Carlo Mierendorff, Theodor Haubach et Emil Henk, anciens chefs sociaux-démocrates du mouvement ouvrier dans une station thermique des montagnes bavaroises. Ils se posaient la question : que se passera-t-il après Hitler ?... Les forces armées américaines et britanniques étaient encore loin et il ne fallait pas compter sur une invasion du continent avant longtemps... Ils arrivaient à la conclusion que tant que seuls les Russes seraient une grande force armée sur le continent, la disparition d'Hitler pourrait livrer l'Allemagne très facilement au communisme. »

Ils décidaient d'utiliser leur influence, afin d'éviter un attentat contre Hitler jusqu'à ce que les armées américaines et britanniques se trouvent sur le continent et puissent courir leur chance de conquérir l'Allemagne en même temps que l'Est. »

UNITED KINGDOM	11
U.S.A.	11
FRANCE	11
U.S.S.R.	11
HOLLAND	11
YUGO SLAVIA	11
BELGIUM	11
POLAND	11
CZECHO SLOVAKIA	11

Each figure represents 10 man-years per 1,000 inhabitants

**C**e tableau représente le volume des dépenses militaires effectuées par chaque pays, proportionnellement au nombre de ses habitants. Une unité représente dix hommes accomplissant un service militaire d'un an sur 1.000 habitants. C'est-à-dire que les U. S. A. ont, pour 1.000 habitants, plus de 70 hommes par an sous les drapeaux, la Grande-Bretagne un peu plus de 80, la France plus de 50, l'U. R. S. S. moins de 50, etc...

Ce tableau constitue un document d'autant plus difficile à réfuter, qu'il a été établi et publié, à la date du 2 juin dernier, par l'O. N. U., à Lake Success.